

Comite pour l'Annulation de la Dette du Tiers Monde - CADTM

www.cadtm.org - suisse@cadtm.org

CP 1135 Genève 1 / tel. 022 733 40 83 / 076 436 40 83

QUELQUES REPONSES A CERTAINES QUESTIONS SUR
LA DETTE EXTERIEURE DU TIERS MONDE

*Chapitres 1 à 3 et lexique tirés du livre :
"50 Questions/Réponse sur la dette, le FMI et la Banque mondiale"*



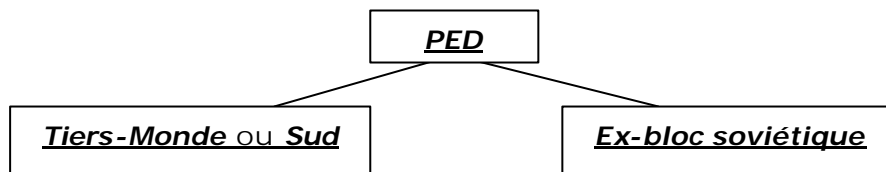
Si vous souhaitez davantage d'informations ou adhérer au CADTM, n'hésitez pas à prendre contact avec nous. Par ailleurs vous avez la possibilité de vous abonner au CADTM. La cotisation annuelle est de 85 CHF (normal) et 60 CHF (étudiant, apprenti, petits-revenus) et vous donne droit à recevoir les publications du CADTM, durant l'année (soit environ 2-3 livres et 4 exemplaires de la Revue, *Les Autres Voix de la Planète*). Enfin, nous disposons de beaucoup d'ouvrages sur la problématique de la dette du Tiers-monde.

Chapitre 1 : Le Tiers-Monde dans la mondialisation

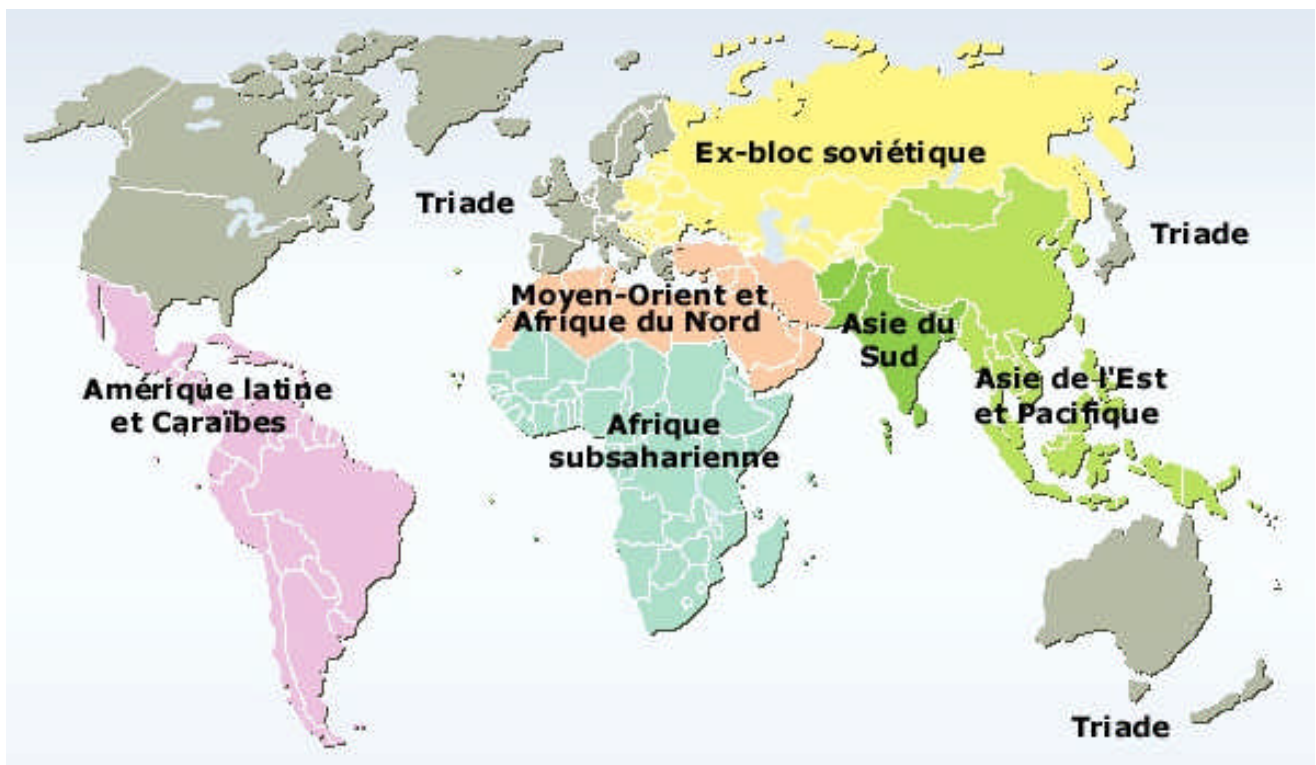
Q1 : Que représente le Tiers-Monde ?

Avant tout, il convient de clarifier le vocabulaire utilisé. Nous appelons indifféremment *Nord*, *pays riches*, *pays industrialisés* ou *Triade* le groupe formé par les pays d'Europe occidentale, l'Amérique du Nord, le Japon, l'Australie et la Nouvelle-Zélande [voir liste en annexe].

Même s'il nous paraît fort discutable de regrouper des pays aussi divers que la Corée du Sud ou Haïti, le Brésil ou le Niger, la Russie ou le Bangladesh dans une même catégorie, nous adoptons la dénomination reprise dans les statistiques fournies par les institutions internationales. Nous appelons donc *pays en développement (PED)*¹ tous les pays hors Triade, il y en avait 165 en 2002 selon notre recensement. Dans cette catégorie, nous distinguons, pour des raisons historiques, les pays issus de *l'ex-bloc soviétique* et les autres, classés dans ce que l'on appelle *Tiers-Monde* ou *Sud*.



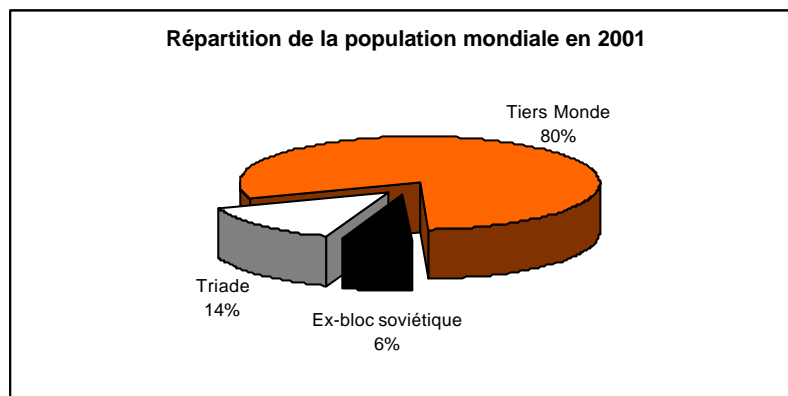
Le Tiers-Monde est divisé en 5 régions : Asie de l'Est et Pacifique ; Asie du Sud ; Moyen-Orient et Afrique du Nord ; Afrique subsaharienne ; Amérique latine et Caraïbes [voir listes en annexe].



Carte 1

Sur une population mondiale d'environ 6 milliards d'individus, les chiffres du Fonds monétaire international (FMI) [voir Q12] indiquent que les PED en abritent environ 86 % :

¹ Cette dénomination laisse penser que ces pays sont en train de progresser, mais en fait, la plupart d'entre eux stagnent ou sont en voie de sous-développement. De plus, la notion de développement mériterait elle aussi d'être nuancée quand elle suppose qu'il y a une seule voie de développement, ou contestée quand les pays les plus industrialisés sont présentés comme modèle de développement à suivre. Bref, cette appellation PED n'est pas vraiment appropriée. Nous l'utilisons dans cet ouvrage car nous reprenons les données des institutions internationales afin de les soumettre à la critique. Cela permet au lecteur de corroborer les données que nous fournissons à celles qu'elles présentent sur leur site web ou dans leurs publications imprimées.



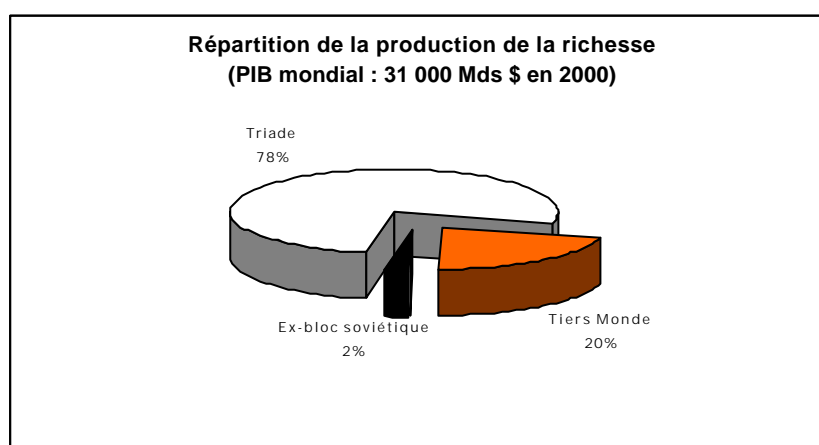
Source : FMI, *World Economic Outlook*, 2002

Le produit intérieur brut (PIB) [voir *lexique*] est classiquement l'indicateur utilisé pour évaluer la production de richesses dans le monde. Pourtant il n'en donne qu'une indication approximative, incomplète et contestable, au moins pour trois raisons :

- le travail non rémunéré, principalement fourni par les femmes, n'est pas pris en compte ;
- la production de pollution est enregistrée comme un plus et non comme un moins ;
- l'unité de compte retenue est le prix d'un bien ou d'un service, et non la quantité de travail nécessaire à sa réalisation.

Malgré ces lacunes, le PIB est un révélateur des déséquilibres économiques entre le Nord et le Sud. Ce PIB et tous les montants rencontrés dans cet ouvrage sont exprimés en dollars car plus de 60 % des prêts et des échanges internationaux sont libellés dans cette monnaie.

La production de richesse est en grande partie concentrée au Nord dans une proportion quasiment inverse à la répartition de la population :



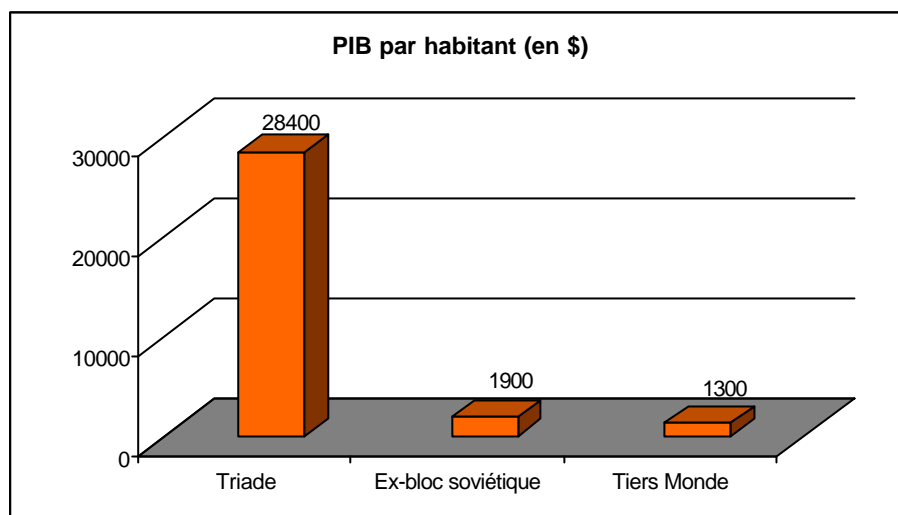
Source : PNUD, *Rapport mondial sur le développement humain 2002*

La mondialisation libérale, à l'œuvre actuellement, s'est mise en place par la volonté des responsables des pays riches, qui en ont reçu la plupart des bénéfices, même si cela doit se faire aux dépens de 5 milliards d'habitants des PED et d'une grande partie de ceux des pays industrialisés.

« En 1951, j'ai, dans une revue brésilienne, parlé de trois mondes, sans employer toutefois l'expression "Tiers Monde". Cette expression, je l'ai créée et employée pour la première fois par écrit dans l'hebdomadaire français "l'Observateur" du 14 août 1952. L'article se terminait ainsi : "car enfin, ce Tiers Monde ignoré, exploité, méprisé comme le Tiers Etat, veut lui aussi, être quelque chose". Je transposais ainsi la fameuse phrase de Sieyès sur le Tiers Etat pendant la Révolution française. »

Alfred Sauvy, démographe et économiste français

Le chiffre du PIB par habitant révèle le gouffre économique qui sépare le Nord et le Sud :

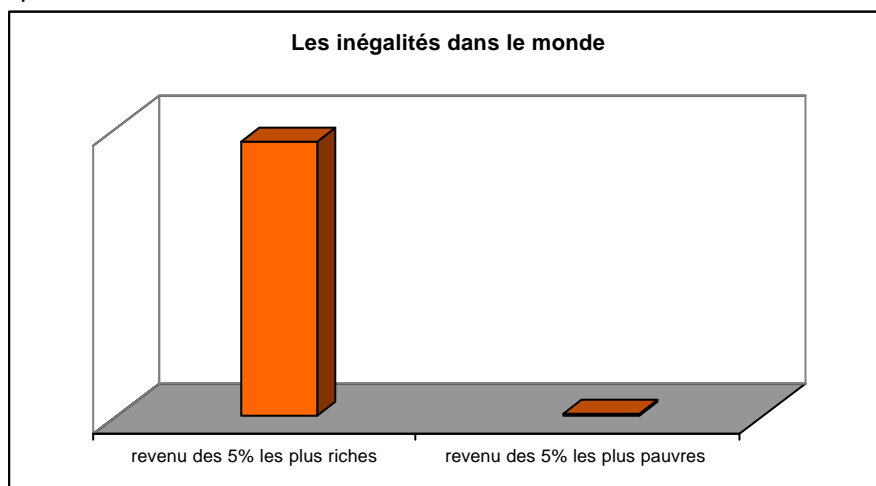


Réalisé par les auteurs d'après leurs calculs

Pourtant, ce panorama de la situation économique mondiale est très incomplet, car il ignore les disparités de revenus, souvent criantes, à l'intérieur d'une même catégorie de pays. En effet :

le revenu annuel des 1 % les plus riches de la population mondiale est équivalent à celui des 57 % les plus pauvres de la planète.

De plus, le revenu des 5 % de personnes les plus riches au monde est 114 fois supérieur à celui des 5 % les plus pauvres.



Source : PNUD, Rapport mondial sur le développement humain 2002

Par conséquent, il ne s'agit à aucun moment d'opposer Nord et Sud dans leur globalité. Ces mots sont uniquement utilisés pour traduire une réalité géographique : la plupart des décisions se prennent au Nord et ont de lourdes conséquences sur les PED. Mais à l'intérieur de chaque région, le mécanisme de domination se reproduit. En bout de course, et c'est vraiment essentiel, il s'agit avant tout de l'oppression d'une partie de l'humanité (qui n'est pas localisée exclusivement au Sud) par une autre, bien moins nombreuse mais bien plus puissante. Autrement dit, des intérêts différents opposent la grande majorité de la population (salariés, petits producteurs et leurs familles) du Nord et du Sud (nous tous qui subissons le système actuel) aux détenteurs de capitaux du Nord et du Sud. Il est donc indispensable de ne pas se tromper dans l'analyse, sous peine de ne pas comprendre tous les enjeux sous-jacents et de ne pas identifier les pistes alternatives intéressantes.

Bien entendu, ces situations économiques fort disparates laissent présager des situations humaines dramatiques.

« Vous voulez les misérables secourus, moi je veux la misère supprimée. »
 Victor Hugo, Quatre-vingt-treize

Q2 : Les conditions de vie des populations les plus pauvres s'améliorent-elles ?

Non, loin de là. Les conditions de vie des plus démunis ont régressé à peu près partout au cours des vingt dernières années, mais à des périodes, à des degrés et à des vitesses très variables d'un pays à l'autre. Des PED ont été frappés très tôt dans les années 1980 (Amérique latine, Afrique, certains pays de l'ex-bloc soviétique) tandis que d'autres l'ont été plus tard, dans la seconde moitié des années 1990 (Asie de l'Est). Au début des années 2000, tous les PED connaissaient une dégradation sérieuse.

En 2000, lors du sommet du Millénaire de l'Organisation des Nations unies (ONU), les dirigeants mondiaux s'étaient engagés sur plusieurs objectifs chiffrés, d'ailleurs bien trop modestes, pour réduire la pauvreté d'ici 2015. Dans son *Rapport mondial sur le développement humain 2002*, le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) [voir *lexique*] montre le chemin restant à parcourir. Il estime que « pour une grande partie de la planète, les perspectives sont sombres », avec au moins un quart de la population mondiale vivant dans un pays qui ne parviendra pas à satisfaire la moitié des objectifs fixés. Examinons-les en détail.

- Réduire de moitié la proportion de la population dont le revenu est inférieur à 1\$ par jour

On estime que 2,8 milliards de personnes vivent avec moins de 2\$ par jour, parmi lesquelles 1,2 milliard survit avec moins de 1\$ par jour. Pourtant, ces chiffres avancés par la Banque mondiale [voir Q13] et le FMI [voir Q12] sont sujets à caution. Une étude de la Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement (CNUCED) [voir *lexique*] portant sur des pays d'Afrique subsaharienne a montré que les chiffres fournis par ces deux institutions sous-estimaient considérablement le nombre réel de pauvres. Par exemple, là où la Banque mondiale estimait à 41,7 % la part de la population du Niger vivant avec moins de 1\$ par jour à partir d'enquêtes sur un échantillon d'individus, la CNUCED en compte plus de 75 % en prenant comme source la comptabilité nationale du pays.

Selon la CNUCED toujours, dans les 34 pays les moins avancés (PMA) [voir *lexique*] situés en Afrique, 65 % des habitants vivent avec moins de 1\$ par jour, et même 87 % avec moins de 2\$. Souvent ce montant de 1\$ est loin d'être atteint : de nombreuses personnes au Niger, en République démocratique du Congo, au Bangladesh, en Inde ou dans d'autres PED doivent se contenter de moins de 0,30 \$ par jour.

Par ailleurs, fixer le seuil de pauvreté absolue à 1\$ pour l'Afrique subsaharienne et à 2\$ pour l'Amérique latine est tout à fait discutable. Pour rendre réellement compte de la pauvreté, il faudrait doubler, voire tripler, le seuil actuel, ce qui donnerait des résultats bien supérieurs, plus conformes à la réalité vécue par la grande masse de la population mondiale. Enfin, il faudrait intégrer des indicateurs non monétaires tels que le taux d'accès à l'éducation et aux soins de santé, ou encore l'espérance de vie... C'est ce que tente de faire le PNUD avec l'IDH (Indice de développement humain) [voir *lexique*] et l'IPH (Indice de pauvreté humaine) [voir *lexique*].

Toujours est-il que selon la Banque mondiale, pour parvenir à l'objectif de réduire de moitié la pauvreté dans le monde d'ici 2015, il faudrait au moins une croissance de 3,7 % par an du PIB par habitant. Or plus de 130 pays ne l'atteignent pas. La croissance a même été négative pour 52 d'entre eux au cours des années 1990 et la pauvreté s'y est accrue. En Afrique subsaharienne, la moitié des habitants est plus pauvre qu'en 1990 et le nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté est passé de 242 à 300 millions au cours de la décennie écoulée. Il atteindra 345 millions en 2015 selon les prévisions. Encore faut-il préciser que ces données sont fournies par la Banque mondiale qui, comme on l'a vu, sous-estime l'ampleur de la pauvreté.

Ce taux de croissance de 3,7 % nécessaire pour une réduction de la pauvreté n'est valable que si cette croissance profite à tous. Or les inégalités dans le monde ont atteint un niveau qualifié de « grotesque ». D'après les statistiques, fournies par 73 pays regroupant 80 % des habitants de la planète, 48 pays ont vu les inégalités augmenter depuis les années 1950. Même là où la croissance est jugée suffisante, ce sont les classes aisées qui en profitent au détriment des plus pauvres. Le PNUD conclut : « Compte tenu des disparités actuelles, la plupart des pays n'enregistrent pas une croissance suffisante pour atteindre l'objectif fixé en termes de pauvreté. »

- Réduire de moitié la proportion de la population souffrant de la faim

En 1998-2000, environ 840 millions de personnes souffraient de la faim. Les progrès enregistrés en matière de lutte contre la faim sont beaucoup trop lents : au rythme actuel, il faudrait 130 ans pour éliminer la faim dans le monde, ce qui est intolérable. Les famines apparues durant l'été 2002 dans six pays d'Afrique australe ont été mises à profit par les États-Unis pour écouler 500.000 tonnes de céréales génétiquement modifiées. Pour venir en aide aux 13 millions de personnes menacées dans ces pays, des États de la région, notamment le Malawi, le Lesotho, le Swaziland le Mozambique et le Zimbabwe, récalcitrants au départ, ont décidé d'accepter ces organismes génétiquement modifiés (OGM) [voir *lexique*]. Seule la Zambie a maintenu son opposition. L'apparition d'une famine est ainsi l'occasion pour les États-Unis et les multinationales de l'agro-chimie d'imposer les OGM malgré les risques alimentaires et environnementaux encourus, sans le moindre respect du principe de précaution. Le Sud est donc dans ce cas un terrain d'expérimentation facile. Ces exportations ne constituent en rien une solution structurelle au problème de la faim car parallèlement, les PED diminuent la production vivrière [voir *lexique*] nécessaire à la survie des habitants au profit de productions exportées vers le Nord.

- Donner à tous les enfants les moyens d'achever un cycle d'études primaires

Le taux d'inscription progresse légèrement, mais 133 millions d'enfants dans le monde en âge d'être scolarisés dans le primaire (sur 680) ne vont pas à l'école. Quant à savoir lire et écrire, les chiffres sont décevants : près d'un adulte sur 2 dans les PMA est analphabète. Or un système éducatif de qualité est essentiel pour permettre à un pays de sortir durablement de la pauvreté.

- Parvenir à l'égalité entre garçons et filles dans l'enseignement, et plus généralement à l'égalité des sexes

Les situations sont fort disparates, mais sur les 854 millions d'adultes illettrés dans le monde en 2000, 544 millions sont des femmes, et 60 % des enfants non scolarisés en primaire sont des filles. Pourtant la formation des filles aurait un impact positif dans de nombreux domaines de la vie quotidienne. D'autre part, les inégalités entre hommes et femmes restent criantes à différents niveaux du développement humain. Le combat pour l'égalité des sexes doit être une priorité, par principe d'abord et a fortiori par le fait que les femmes assurent un rôle prépondérant dans l'amélioration du bien-être familial.

- Réduire de deux tiers la mortalité des enfants

Chaque jour, plus de 30 000 enfants meurent de maladies facilement curables. Pour le PNUD, ces enfants sont des « victimes invisibles de la pauvreté ». En effet, « il suffirait souvent d'améliorations simples et faciles à apporter sur le plan de la nutrition, des infrastructures sanitaires ou de la santé et de l'éducation des mères » pour empêcher ces décès.

Dans le Tiers-Monde, un enfant sur 4 en moyenne ne reçoit pas les vaccins de base. Le taux est supérieur à un enfant sur 2 en Afrique subsaharienne. Voilà pourquoi un enfant sur 6 y meurt avant l'âge de 5 ans. Le PNUD estime que 81 pays, abritant 60 % des habitants de la planète, ne parviendront pas à atteindre l'objectif fixé pour 2015.

- Réduire de trois quarts le taux de mortalité maternelle

Chaque année, plus de 500 000 femmes meurent de complications liées à la grossesse ou à l'accouchement.

- Enrayer la propagation du sida

A la fin 2000, 22 millions de personnes dans le monde étaient mortes du sida, et plus de 40 millions d'individus étaient infectés par le virus, dont 75 % en Afrique subsaharienne. Dans cette partie du monde, l'épidémie fait 2,5 millions de morts par an et touche un adulte sur 12. Un adulte sur 3 est atteint au Botswana, où l'espérance de vie va passer de 65 ans en 2000 à 31 ans en 2005. Au Zimbabwe, elle va passer de 53 ans en 2000 à 27 ans en 2005 ! Les autres pays d'Afrique australe sont également concernés : l'espérance de vie est déjà sous la barre des 40 ans dans sept d'entre eux... L'Onusida (programme des Nations unies contre le sida) estime à 10 milliards de dollars par an les sommes nécessaires pour lutter efficacement contre l'épidémie,

mais les PED ne pourront investir en 2002 que 2,8 milliards de dollars. Pendant ce temps, le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et la malaria, créé lors du sommet du G8 [voir lexique] de Gênes en juillet 2001, peine à réunir des fonds : environ 750 millions de dollars en 2002, et moins de 500 millions de dollars pour 2003.

Si les conséquences humaines et sociales sont évidemment prioritaires pour nous, les conséquences économiques sont également terribles : en Côte d'Ivoire, le traitement du sida pour une personne malade coûte 300 \$ par an, soit entre le quart et la moitié du revenu annuel d'une petite exploitation agricole.

Les laboratoires pharmaceutiques, appuyés par les États du Nord, ont tenté d'imposer le respect des brevets, pour leur plus grand profit, en intentant un procès scandaleux à l'Afrique du Sud en 2001, avant finalement de reculer. La Conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) [voir lexique] au Qatar en novembre 2001, sous la pression de l'opinion publique, a autorisé la production de traitements plus abordables (médicaments génériques) grâce aux copies de molécules originales. Mais seuls quelques pays (Inde, Brésil et Thaïlande) disposent aujourd'hui d'une industrie pharmaceutique en mesure de les produire. Comment les autres États vont-ils faire s'ils ne peuvent importer ces médicaments antirétroviraux ?

- Enrayer l'avancée du paludisme et d'autres grandes maladies

L'exemple du paludisme, qui fait des ravages notamment en Afrique, est significatif. Les sommes investies dans la recherche contre le paludisme sont faibles (inférieures à 8 millions de dollars par an) car les clients potentiels sont souvent insolubles et les investisseurs pronostiquent un profit médiocre... Conséquence : alors que des débuts de solutions existent, le paludisme est en recrudescence en Afrique. En trente ans, le nombre de décès a presque doublé ! En 2000, le paludisme a causé un million de décès, dont 900.000 en Afrique, parmi lesquels 700.000 enfants de moins de 5 ans (1 toutes les 45 secondes). Les conséquences économiques sont là aussi gravissimes : selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), « le PIB de l'Afrique serait supérieur de 100 milliards de dollars à ce qu'il est aujourd'hui si le paludisme avait été éradiqué il y a 35 ans » et « en Afrique, le paludisme freine systématiquement la croissance de plus de 1 % par an », ajoutant qu'une famille touchée par le paludisme « consacre en moyenne plus d'un quart de son revenu à des traitements anti-paludiques ».

De même, la tuberculose est la cause de deux millions de décès par an, touchant essentiellement les individus les plus démunis, faute d'accès aux traitements. D'ici 2020, un milliard de personnes pourraient être atteintes, provoquant 35 millions de décès.

En somme, le sida, le paludisme et la tuberculose consomment le Tiers-Monde, et l'Afrique subsaharienne tout particulièrement...

- Assurer la durabilité des ressources environnementales

Le dioxyde de carbone est le principal danger : les émissions sont passées de 5,3 milliards de tonnes en 1980 à 6,6 milliards de tonnes en 1998, essentiellement du fait des pays riches. Le protocole de Kyoto de 1997, qui tente d'organiser la réduction des émissions de gaz à effet de serre, n'est toujours pas ratifié, cinq ans plus tard, par un nombre suffisant de pays pour être applicable. Les États-Unis, responsables du quart des émissions mondiales, sont même revenus sur leur signature initiale après l'élection de George W. Bush à la présidence. Son porte-parole a d'ailleurs commenté : « Une forte consommation d'énergie fait partie de notre mode de vie et le mode de vie américain est sacré. » Seules les promesses de ratification faites par la Russie, la Chine et le Canada au Sommet mondial du développement durable de Johannesburg en septembre 2002 donnent une chance à ce protocole pourtant bien timide d'entrer en vigueur un jour...

En ce qui concerne la déforestation, 250 millions de personnes vivant de l'agriculture sont directement affectées, et la survie d'un milliard d'humains est en jeu. Il s'agit là aussi des plus pauvres.

- Réduire de moitié le pourcentage de la population qui n'a pas accès de façon durable à l'eau potable

En 2000, 1,1 milliard d'individus, soit près d'un cinquième de la population mondiale, n'a pas accès à des points d'eau aménagés.

- Améliorer sensiblement la vie d'au moins 100 millions d'habitants de taudis

En 2000, 2,4 milliards de personnes, soit 2 individus sur 5, sont privées d'infrastructures sanitaires correctes. Les conséquences sur la santé sont graves : 4 milliards de cas de diarrhées chaque année, provoquant la mort de 2,2 millions d'hommes et de femmes.

- Mettre en place un partenariat mondial pour le développement

L'Aide publique au développement (APD) [voir lexique] fournie par le Nord s'élevait environ à 51 milliards de dollars en 2001, soit 0,22 % du PIB des pays riches (dont 0,34 % pour la France, 0,37 % pour la Belgique, 0,34 % pour la Suisse et 0,11 % pour les États-Unis). En termes réels, l'APD a chuté de plus de 30 % entre 1992 et 2002. Pourtant, dès le sommet de l'ONU de 1970, les pays riches s'étaient engagés à atteindre le taux de 0,70 % de leur PIB... Seuls 5 pays réalisent aujourd'hui cet objectif : le Danemark, la Norvège, les Pays-Bas, le Luxembourg et la Suède.

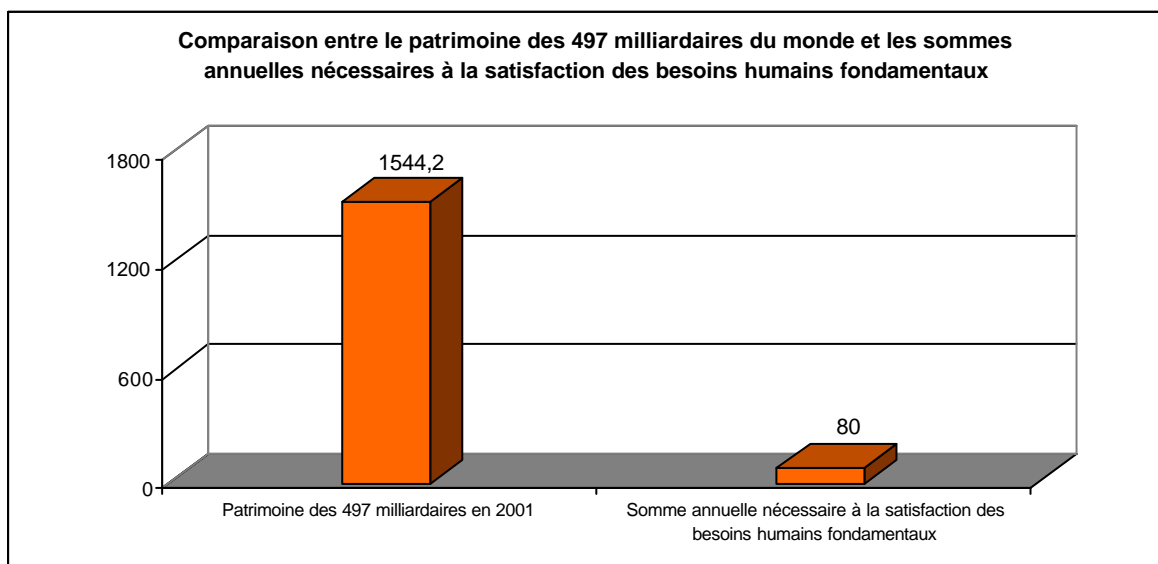
Selon le PNUD, il faudrait doubler les montants actuels de l'APD pour atteindre les objectifs du Millénaire. Cet effort est inférieur à celui promis en 1970. Malgré cela, l'Union européenne n'envisage pas de dépasser 0,39 % de son PIB en 2006. Si l'on en reste à cet engagement minimaliste, les moyens financiers manqueront donc infailliblement. Il est clair que les beaux discours des dirigeants du Nord ont du mal à se concrétiser en actes.

Après cet état des lieux inquiétant du développement humain...

D'après les chiffres donnés par le magazine américain *Forbes*, en février 2002, le patrimoine des 147 personnes les plus riches au monde dépassait les 1000 milliards de dollars en montant cumulé, alors qu'en 1998 il fallait considérer les 200 personnes les plus riches pour parvenir à ce montant, et les 358 les plus riches en 1995. Par ailleurs, les 7 plus grosses fortunes du monde possédaient ensemble plus que le PIB total du groupe des 49 pays les moins avancés, où vivent 650 millions d'individus.

Toujours selon *Forbes*, le nombre de milliardaires dans le monde est estimé à 497 (dont 240 ont hérité de leur fortune !), et le patrimoine cumulé de ces 497 milliardaires s'élève à 1544,2 milliards de dollars.

Or le PNUD et l'Unicef ont calculé en 2000 que 80 milliards de dollars par an pendant 10 ans suffiraient pour assurer à la totalité de la population les services de base, tels qu'une alimentation décente, l'accès à l'eau potable, l'éducation primaire et l'accès aux soins de base.



Une contribution annuelle de 5,2 % prélevée sur le patrimoine des 497 milliardaires de cette planète suffirait à garantir à tous les individus la satisfaction des besoins élémentaires.

Le pronostic du PNUD est on ne peut plus clair : « En l'absence d'un revirement spectaculaire, dans une génération, on court véritablement le risque de voir les dirigeants mondiaux fixer de nouveau les mêmes objectifs. »

Comment en est-on arrivé là ? Est-ce le fruit du hasard ou la conséquence d'un système économique inique ? Dans la suite de cet ouvrage, nous allons tenter de comprendre les mécanismes en jeu, pour se donner une chance de parvenir au « revirement spectaculaire » que le PNUD appelle de ses vœux.

« Quand je donne à manger aux pauvres, on dit de moi que je suis un saint. Mais quand je demande pourquoi les pauvres n'ont rien à manger, on me traite de fauteur de troubles. »

Dom Helder Camara, prélat brésilien, archevêque de Recife de 1964 à 1985

Q3 : Quelles sont les différentes catégories de dettes ?

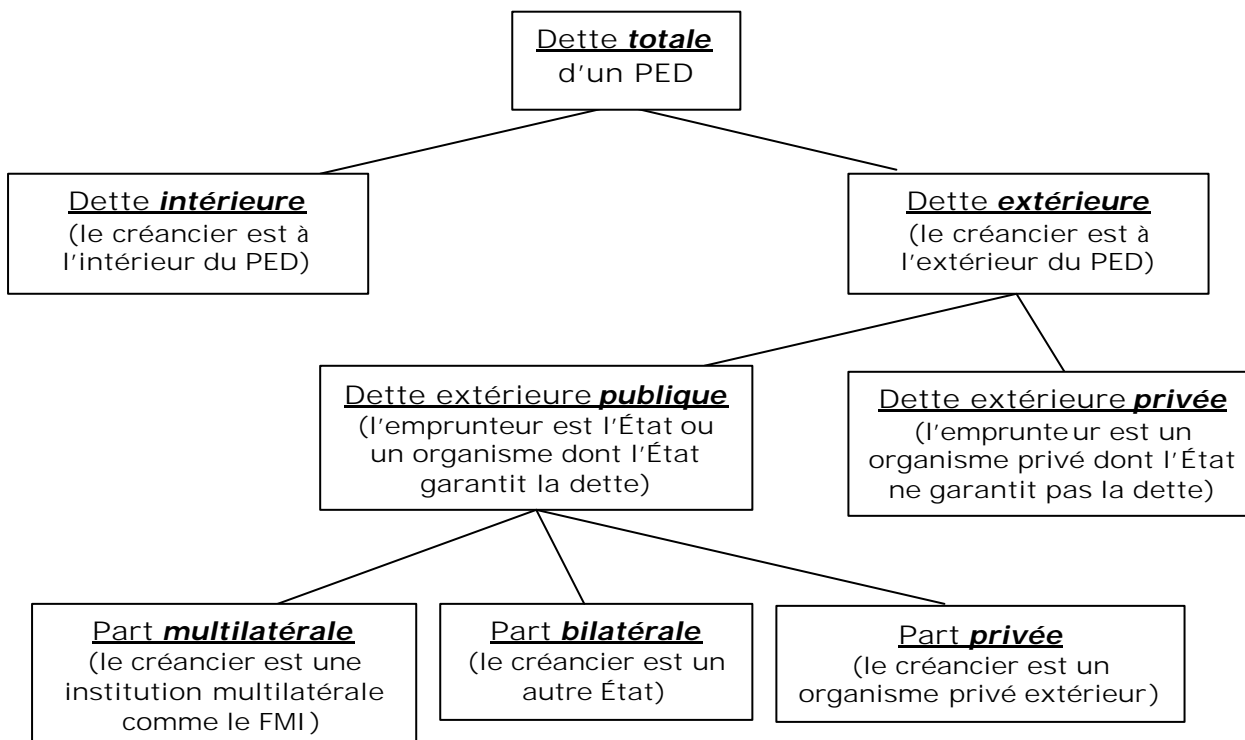
Avant d'étudier l'impact de la dette, précisons le vocabulaire utilisé. La dette totale d'un pays se décompose en *dette intérieure* (contractée auprès d'un créancier intérieur au pays, par exemple une banque nationale) et *dette extérieure* (contractée auprès d'un créancier extérieur). La dette intérieure d'un pays est souvent exprimée dans la monnaie de ce pays². Pour la rembourser, l'État peut par exemple imprimer du papier-monnaie, lever l'impôt ou baisser les taux d'intérêt [voir lexicque]. C'est un processus interne au pays concerné. Nous n'aborderons pas dans cet ouvrage cette partie de la dette, même si elle peut peser lourdement sur les débiteurs. La dette extérieure quant à elle fait intervenir des mécanismes plus complexes qui peuvent entraîner une véritable colonisation économique. C'est sur elle que nous allons porter notre attention.

« Je ne dis pas que nous devrions nous isoler du monde comme par le passé, mais nous ne cherchons pas comment développer notre pays. Nous cherchons à vendre notre pays à des étrangers pour qu'ils viennent le développer à notre place. Nous sommes toujours dans un rapport colonial où, dans notre propre pays, nous Africains, ne possédons rien, ne contrôlons rien, ne dirigeons rien. Nous serons bientôt des étrangers sur notre propre terre. »
Fred M'membe, rédacteur en chef de The Post (Zambie) cité par Washington Post, 22 avril 2002

La dette extérieure des PED se répartit en *dette extérieure publique* et *dette extérieure privée*. La première est contractée par les pouvoirs publics – État, collectivités locales ou organismes publics – ou par des organismes privés dont la dette est garantie par l'État. La *dette extérieure privée* est contractée par des organismes privés, par exemple la filiale d'une multinationale du Nord, et n'est pas garantie par l'État.

La dette extérieure publique se décompose en trois parts selon la nature des créanciers : la *part multilatérale* quand le créancier est une institution multilatérale comme le FMI ou la Banque mondiale, la *part bilatérale* quand le créancier est un autre État, la *part privée* quand le créancier est une institution privée comme une banque ou quand elle provient des marchés financiers.

Il est impératif de bien comprendre le vocabulaire utilisé : dette totale, dette extérieure et dette extérieure publique ne doivent pas être confondues... Voici un tableau récapitulatif :



² Il y a malgré tout des exceptions. Dans plusieurs pays, la dette intérieure, bien qu'exprimée en monnaie nationale, est indexée sur le dollar. En cas de dévaluation de cette monnaie nationale (comme cela a été le cas au Brésil au premier semestre 2002), la dette intérieure augmente mécaniquement dans la même proportion.

Q4 : Quel est l'impact de la dette extérieure sur le niveau de développement humain ?

Les institutions financières internationales exigent inlassablement le remboursement de la dette extérieure. Elles l'imposent comme une priorité pour poursuivre le dialogue avec les autorités des pays endettés. Nous verrons que les gouvernements du Sud auraient de multiples raisons pour refuser cette dette souvent immorale et illégitime. Des arguments politiques, économiques, sociaux, moraux, juridiques, écologiques, religieux en ce sens seront développés dans cet ouvrage. Mais les pressions exercées par les grands argentiers du monde et les collusions entre classes dominantes du Nord et du Sud sont telles que la plupart des dirigeants des PED acceptent de voir leurs populations plier sous le fardeau de la dette.

La dette des PED est devenue beaucoup trop importante pour ces économies fragiles et a annihilé toute tentative de développement. Selon Kofi Annan, secrétaire général de l'ONU, en 2000, le service de la dette [voir lexique] s'élève en moyenne à 38 % du budget des États d'Afrique subsaharienne.

S'ils suivent les exigences du FMI, de la Banque mondiale et des autres créanciers, ils n'ont d'autre recours que de mettre en place une politique d'austérité budgétaire stricte. Cela implique des dépenses publiques réduites au minimum dans les domaines de l'éducation, de la santé, de l'entretien des infrastructures, des investissements publics dans des activités génératrices d'emplois, du logement, sans parler de la recherche et de la culture. Seules sont épargnées les dépenses en faveur de la police et de la justice.

Part du budget allouée aux services sociaux de base et au service de la dette pour la période 1992-1997		
Pays	Services sociaux	Service de la dette
Cameroun	4,0 %	36,0 %
Côte d'Ivoire	11,4 %	35,0 %
Kenya	12,6 %	40,0 %
Zambie	6,7 %	40,0 %
Niger	20,4 %	33,0 %
Tanzanie	15,0 %	46,0 %
Nicaragua	9,2 %	14,1 %

Source : PNUD, *Rapport sur la Pauvreté dans le monde 2000*

Afin de payer ces sommes colossales, les gouvernements doivent se procurer les dollars (ou d'autres monnaies fortes) dans lesquels les remboursements doivent être effectués. Dans ce but, la priorité est donnée aux politiques exportatrices : exploitation accélérée des ressources naturelles (minerais, pétrole, gaz, etc.) et développement effréné des produits agricoles de rente (café, cacao, coton, thé, arachide, sucre, etc.). Les meilleurs intrants [voir lexique] leur sont réservés. La monoculture [voir lexique], si dangereuse car créant un état de dépendance pour des pays déjà fort démunis, se généralise. Les cultures vivrières sont délaissées, ce qui conduit souvent les pays exportateurs de produits agricoles à importer les denrées alimentaires dont ils ont besoin. C'est ainsi que Madagascar exporte du riz de luxe et est contraint d'importer du riz pour l'alimentation de ses habitants.

Pour produire à moindre coût, il n'est tenu aucun compte des conditions de vie, voire de survie, des populations concernées. Les acquis sociaux sont minimes et souvent remis en cause, et les conditions de travail déplorables.

De plus, les ressources naturelles des PED, souvent abondantes et variées, sont surexploitées, ce qui crée de graves problèmes environnementaux. D'après les prévisions, certains pays devraient voir leurs principales ressources naturelles s'épuiser dans quelques décennies, comme le pétrole pour le Gabon. De nombreux pays du Sud s'alarment des ravages causés par la déforestation résultant de l'exploitation intensive des bois tropicaux ou de l'augmentation des surfaces ensemencées. Selon l'organisme des Nations unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), au cours des années 1990, plus de 94 millions d'hectares de forêts ont ainsi disparu, presque exclusivement dans les PED, alors que dans certaines régions, les populations les plus vulnérables dépendent des forêts pour leur subsistance. Chaque année, une surface de forêts équivalente au

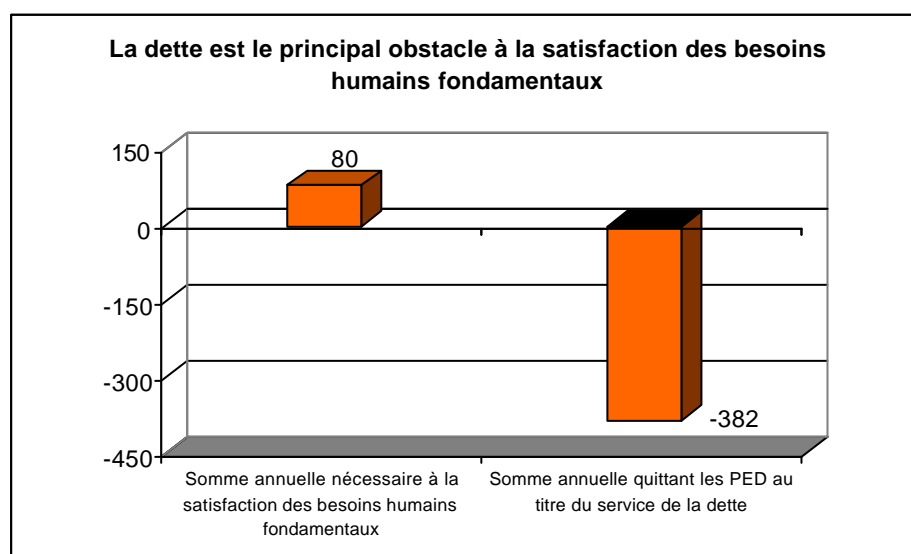
territoire de la Hongrie est rasée... Pire, un rapport de l'Académie internationale pour la paix, aux Nations unies, affirme que la moitié du bois importé par l'Union européenne a été coupé illégalement en Afrique par des sociétés qui ont pignon sur rue. Enfin, selon le président de la Banque mondiale, 12 % des espèces d'oiseaux et 25 % des mammifères sont menacées d'extinction.

Le problème de la pêche est lui aussi crucial. Pour un milliard de personnes dans le monde, le poisson est la source primaire de protéines. Mais la production mondiale a doublé en trente ans pour atteindre 137 millions de tonnes en 2001. La FAO parle de « surexploitation durable » des mers et estime qu'il faudrait diminuer l'effort de pêche de 30 % pour permettre un repeuplement. La situation est grave : selon la FAO, la moitié des stocks de poissons atteignent leur limite biologique et 88 des 126 espèces de mammifères marins sont en voie de disparition.

Pour tenter d'apporter une réponse à ces graves menaces, l'ONU a organisé en 2002 le Sommet mondial du développement durable à Johannesburg (Afrique du Sud), réunissant 60.000 délégués du monde entier. Le coût de cette grand-messe décevante s'élève à 78 millions de dollars, payés pour 32 millions de dollars par des compagnies privées sud-africaines et pour 46 millions de dollars par l'ONU. Il faut savoir que ces 78 millions de dollars représentent l'équivalent de 67 % du budget annuel de la santé au Mali.

A ce stade de l'analyse, la relation entre dette et développement humain est claire. Le mécanisme de la dette permet aux institutions financières internationales, aux États du Nord et aux multinationales de prendre le contrôle de l'économie des PED et de mettre la main sur leurs ressources et leurs richesses, au détriment des populations locales. C'est une nouvelle colonisation, réglée par l'adoption des plans d'ajustement structurel [voir Q15 et Q16]. Les décisions concernant le Sud ne sont pas prises au Sud, mais à Washington (au département du Trésor américain, au siège de la Banque mondiale ou du FMI), à Paris (au siège du Club de Paris qui regroupe les États créanciers du Nord [voir Q17]) ou au sein du Club de Londres (qui regroupe les grandes banques du Nord – et qui ne siège pas toujours à Londres... [voir lexique]). De ce fait, la satisfaction des droits humains fondamentaux n'est pas érigée en priorité. La priorité est à la satisfaction de critères économiques, financiers et géopolitiques, comme le remboursement de la dette, l'ouverture des frontières aux capitaux et aux marchandises, le traitement privilégié des pays alliés aux grandes puissances ou l'étranglement des pays « ennemis » (comme Cuba).

Le montant remboursé par les PED au titre de service de la dette s'élevait à 382 milliards de dollars en 2001. Ces remboursements très élevés privent les PED de précieuses ressources pour lutter efficacement contre la pauvreté, alors que l'aide des pays du Nord ne cesse de diminuer.



Source : Banque mondiale, *Global Development Finance 2002* ; PNUD, *Rapport mondial sur le développement humain 2000*

La dette apparaît aujourd'hui comme l'obstacle principal à la satisfaction des besoins humains fondamentaux, au cœur du système de domination des pays riches sur l'ensemble des PED. Il nous faut comprendre ce mécanisme à la fois subtil et pervers.

« De même, les Français cultivés et informés savaient ce que faisaient leurs troupes au Vietnam et en Algérie. De même les Russes cultivés et informés savaient ce que faisaient leurs troupes en Afghanistan, les Sud-Africains et les Américains cultivés et informés savaient ce que leurs "auxiliaires" faisaient au Mozambique et en Amérique centrale. De même aujourd'hui, les Européens cultivés et informés savent comment les enfants meurent lorsque le fouet de la dette siffle au-dessus des pays pauvres. »

Sven Lindqvist, Exterminez toutes ces brutes

Chapitre 2 : L'origine de la dette des pays en développement (PED)

Q5 : Quels ont été les principaux promoteurs de l'endettement des PED ?

Après la seconde guerre mondiale, les États-Unis ont mis en place le plan Marshall [voir lexique] pour la reconstruction de l'Europe. Ils ont investi massivement dans l'économie européenne pour l'aider à se remettre debout et les pays européens sont redevenus très vite des partenaires commerciaux privilégiés. De plus en plus de dollars se sont mis à circuler à travers le monde, et les autorités américaines ont tenté de freiner les demandes de conversion de dollars en or (qui était possible avant 1971), pour ne pas assécher leurs coffres-forts. Elles ont encouragé alors les investissements des entreprises américaines à l'étranger, pour éviter le retour des dollars en excès et une flambée de l'inflation [voir lexique]. Voilà pourquoi dans les années 1960, les banques occidentales regorgeaient de dollars (les « eurodollars »). Elles les ont prêtés alors à des conditions avantageuses aux pays du Sud, qui cherchaient à financer leur développement, notamment les États africains nouvellement indépendants et les pays d'Amérique latine en forte croissance. Nous verrons plus loin que les motivations des emprunteurs pouvaient être très éloignées de la volonté de développer leur pays.

A partir de 1973, l'augmentation du prix du pétrole, ce que l'on a appelé le « choc pétrolier », a apporté des revenus confortables aux pays producteurs qui les ont placés à leur tour dans les banques occidentales. Les banques ont proposé ces « pétrodollars » aux pays du Sud, à des taux d'intérêt faibles pour les inciter à emprunter. Tous ces prêts provenant de banques privées ont constitué la partie privée de la dette extérieure publique des PED.

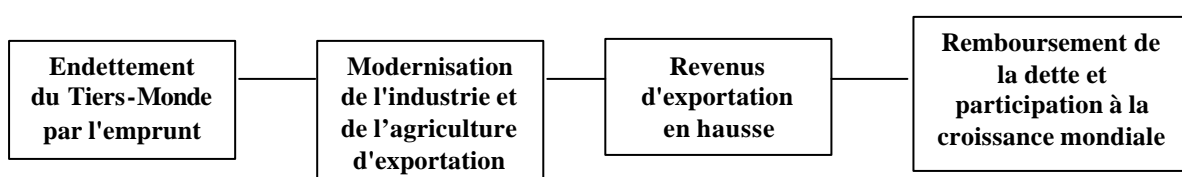
Se sont ajoutés à cela les prêts des États du Nord qui, à partir de 1973-1975 suite au choc pétrolier, ont été touchés par la première récession généralisée depuis la seconde guerre mondiale. Les marchandises produites au Nord ont eu du mal à trouver preneur à cause de la récession et du début du chômage massif. Ces pays riches ont décidé alors de distribuer du pouvoir d'achat au Sud, afin de l'inciter à acheter les marchandises du Nord. D'où des prêts d'État à État, souvent sous forme de crédits d'exportations : c'est l'aide liée. En gros, je te prête 10 millions de dollars à bas taux, à condition que tu m'achètes pour 10 millions de dollars de marchandises... C'est ainsi que s'est constituée la partie bilatérale de la dette extérieure publique.

Le troisième acteur de l'endettement est la Banque mondiale. Institution née en 1944 à Bretton Woods (tout comme le FMI) [voir Q12 et Q13], elle a accru considérablement ses prêts aux pays du Tiers-Monde à partir de 1968, sous la présidence de l'Américain Robert McNamara, ancien secrétaire à la Défense durant la guerre du Vietnam. De 1968 à 1973, la Banque mondiale a accordé davantage de prêts que pendant toute la période 1945-1968. Elle a incité les pays du Sud à emprunter massivement afin de financer la modernisation de leur appareil d'exportation et de les connecter plus étroitement au marché mondial. Ces prêts ont constitué la partie multilatérale de la dette extérieure publique.

Enfin, les gouvernements et les classes dominantes du Sud ont joué durant toute cette période un rôle important : ils ont écouté le chant des sirènes occidentales et se sont engagés sur la voie d'une forte augmentation de l'endettement de leur pays. Ils y ont souvent vu le moyen de prélever au passage, pour leur compte personnel, des sommes empruntées au nom de l'État (ou comment transformer une partie de la dette en moyen privé d'accumulation...).

Jusqu'à la fin des années 1970, l'endettement est resté supportable pour les pays du Sud car les taux d'intérêt étaient faibles et ces prêts leur permettaient de produire davantage, donc d'exporter plus, et de récupérer des devises pour rembourser et investir.

Le développement vu par la Banque mondiale entre 1968 et 1980



Ces quatre intervenants (banques privées, États du Nord, Banque mondiale, gouvernements du Sud) sont à l'origine d'une augmentation exponentielle de la dette extérieure des PED : multipliée par 12 entre 1968 et 1980, elle est passée de 50 milliards de dollars à 600 milliards de dollars.

« Le poids de la dette étouffe les budgets publics de nombreux pays en développement, et ce, bien souvent pour rembourser le financement de projets improductifs entrepris longtemps auparavant par des régimes autoritaires. »

PNUD, Rapport mondial sur le développement humain 2002

Q6 : Dans quel contexte géopolitique s'inscrit le surendettement des PED ?

Après 1945, s'ouvre la période de la guerre froide. Les deux super-puissances (États-Unis et URSS) s'arment massivement et s'affrontent de manière indirecte, soucieuses de préserver et d'accroître leur zone d'influence.

Dans les années 1950 et 1960, de nombreux pays sont tentés par des expériences politiques qui leur sont propres. Après une lutte opiniâtre, les pays d'Asie puis d'Afrique parviennent à la décolonisation. Certains de ces pays ont la volonté de s'engager sur la voie d'un développement qu'ils décident par eux-mêmes, en prenant leurs distances par rapport aux ex-puissances coloniales. Ils se réunissent pour la première fois en 1955 à Bandung (Indonésie). Cette conférence marque l'émergence du Tiers-Monde sur la scène internationale et prélude au non-alignement.

La Banque mondiale va agir pour contrecarrer l'influence soviétique et les différentes tentatives nationalistes et anti-impérialistes. Son action va se situer sur le plan financier. Comme le souligne le député français Yves Tavernier dans le rapport 2000 de la Commission des Finances de l'Assemblée nationale sur les activités et le contrôle du FMI et de la Banque mondiale, son « rôle était de fidéliser la clientèle du Tiers-Monde en faveur du monde occidental ». La stratégie est double : les prêts vont être utilisés aussi bien pour soutenir les alliés que pour asservir les récalcitrants.

D'une part, la Banque mondiale soutient les alliés stratégiques des États-Unis dans les différentes régions du globe (Mobutu Sese Seko au Zaïre de 1965 à 1997, Suharto en Indonésie de 1967 à 1998, Ferdinand Marcos aux Philippines de 1965 à 1986, la dictature brésilienne de 1964 à 1985, Augusto Pinochet au Chili de 1973 à 1990, la dictature argentine de 1976 à 1983, etc.) pour renforcer la zone d'influence américaine.

D'autre part, la Banque mondiale va prêter de manière conditionnelle à des pays qui tentent d'appliquer des politiques hétérodoxes par rapport au modèle capitaliste dominant. Elle leur propose les capitaux dont ils ont besoin, en affirmant que l'exportation des matières premières qu'ils produisent sera suffisante pour les remboursements et pour moderniser leur appareil industriel. En agissant ainsi, elle acquiert un droit de regard sur les politiques économiques pratiquées dans les pays du Sud, s'efforçant de stopper le développement de politiques indépendantes et de ramener dans le giron des grandes puissances industrielles nombre de dirigeants qui ont pris leurs distances (Gamal Abdel Nasser en Égypte entre 1954 et 1970, Kwame N'Krumah au Ghana entre 1960 et 1966, Michael Manley en Jamaïque entre 1972 et 1980, Ahmed Sukarno en Indonésie entre 1949 et 1966, etc.). Quand les dirigeants du Sud refusent cette démarche, les puissances du Nord n'hésitent pas à les renverser en mettant en place des dictatures (assassinat de Patrice Lumumba dans l'ex-Congo belge en 1961, de Sylvanus Olympio au Togo en 1963, de Salvador Allende au Chili en 1973) ou à intervenir militairement (interventions des États-Unis à Saint-Domingue en 1965, au Vietnam, à Cuba par mercenaires interposés en 1961 ; interventions françaises au Gabon en 1964 pour rétablir Léon M'ba, au Cameroun dans les années 1960 pour soutenir le gouvernement de Ahmadou Ahidjo, au Tchad à de nombreuses reprises depuis 1960, en République centrafricaine en 1979 pour installer David Dacko après un putsch ; et bien d'autres soutiens...). En cas d'échec, comme avec Fidel Castro au pouvoir à Cuba depuis 1959, le pays est mis durablement au ban des nations et le prix à payer est là aussi considérable.

Les données géopolitiques constituent donc la toile de fond du processus d'endettement des pays du Sud.

« Dans de nombreux cas, les prêts étaient destinés à corrompre des gouvernements pendant la guerre froide. Le problème n'était pas alors de savoir si l'argent favorisait le bien-être du pays, mais s'il conduisait à une situation stable, étant donné les réalités géopolitiques mondiales. »

Joseph E. Stiglitz (économiste en chef de la Banque mondiale de 1997 à 1999, prix Nobel d'économie en 2001), in L'Autre mondialisation, Arte, 7 mars 2000

Q7 : Quels ont été les acteurs de l'endettement dans les PED et comment les emprunts ont-ils été utilisés ?

Les emprunts contractés par les dirigeants des pays du Sud n'ont que très peu profité aux populations. La majeure partie fut contractée par des régimes dictatoriaux, alliés stratégiques de grandes puissances du Nord. Il n'y a qu'à étudier la liste des pays les plus endettés en 1980 pour y trouver nombre de régimes aux liens politiques étroits avec la Triade, souvent de nature autoritaire : Brésil, Mexique, Corée du Sud, Argentine, Indonésie, Algérie, Turquie, Égypte, Philippines, Chili, Pakistan, Roumanie, Pérou, Nigeria, Thaïlande, etc.

Une partie importante des sommes empruntées a été détournée par des régimes corrompus. Ils ont d'autant plus facilement accepté d'endetter leur pays qu'ils ont prélevé au passage des commissions avec le soutien des autres acteurs de l'endettement. Comment expliquer qu'à sa mort, Mobutu Sese Seko, à la tête du Zaïre pendant plus de 30 ans, disposait d'une fortune estimée à 8 milliards de dollars, équivalant aux deux tiers de la dette de son pays, sans compter l'enrichissement de ses proches ? Ou qu'à Haïti, en 1986, la dette extérieure s'élevait à 750 millions de dollars lorsque la famille Duvalier, qui a gouverné d'une main de fer pendant trente ans (d'abord François – dit Papa Doc - puis Jean-Claude - dit Bébé Doc), a pris la fuite vers la Côte d'Azur française avec une fortune évaluée à plus de 900 millions de dollars ? Quelle autre explication trouver à l'enrichissement de la famille de Suharto en Indonésie dont la fortune, au moment où il a été chassé du pouvoir en 1998 après 32 ans de règne, était estimée à 40 milliards de dollars, alors que son pays était en plein marasme ?

Parfois, comme dans le cas de la dictature argentine (1976-1983), la situation est ubuesque. Pendant cette période, la dette a été multipliée par 5,5 pour s'élever à 45 milliards de dollars en 1983, essentiellement contractée auprès de banques privées, avec l'accord des autorités américaines. Dès 1976, un prêt du FMI avait donné un signe fort aux banques du Nord : l'Argentine de la dictature était fréquentable. La junte au pouvoir a recouru à un endettement forcé des entreprises publiques, comme la compagnie pétrolière YPF dont la dette externe est passée de 372 millions de dollars à 6 milliards de dollars, elle a donc été multipliée par 16 en 7 ans. Mais les devises empruntées à cette époque ne sont pratiquement jamais arrivées dans la caisse des entreprises publiques. Les sommes empruntées aux banques des États-Unis y étaient en grande partie replacées sous forme de dépôts, à un taux inférieur à celui de l'emprunt. On a assisté alors à un enrichissement personnel des proches du pouvoir dictatorial via des commissions importantes. A titre d'exemple, entre juillet et novembre 1976, la Chase Manhattan Bank a reçu mensuellement des dépôts de 22 millions de dollars et les a rémunérés à environ 5,5 % ; pendant ce temps, au même rythme, la Banque centrale [voir lexique] d'Argentine empruntait 30 millions de dollars à la même banque à un taux de 8,75 %. Tout cela s'est fait avec le soutien actif du FMI et des États-Unis, permettant un maintien du régime de terreur tout en rapprochant l'Argentine des États-Unis après l'expérience nationaliste de Peron et de ses successeurs.

« De 1976 à 1983, la politique d'endettement et de prêts a été totalement arbitraire. Cela implique le personnel et les conseils d'administration des institutions publiques et privées. L'existence d'un lien explicite entre la dette extérieure, le flux de capitaux étrangers à court terme, les taux d'intérêt élevés sur le marché intérieur et le sacrifice correspondant du budget national depuis 1976 n'ont pas pu passer inaperçus aux autorités du FMI qui supervisaient les négociations économiques à cette période. »

Sentence de la Cour fédérale d'Argentine, 14 juillet 2000

Ainsi, la dette s'est accrue très vite, tout comme la richesse personnelle des proches du pouvoir. Ce fut également bénéfique pour les banques du Nord : l'argent revenait en partie dans leurs coffres, et pouvait être prêté de nouveau à d'autres qui l'ont eux aussi remboursé... De plus, la fortune des dictateurs était très utile aux banques car elle leur servait de garantie. Si soudain le gouvernement d'un pays endetté montrait de la mauvaise volonté à rembourser les prêts contractés au nom de l'État, la banque pouvait gentiment menacer de geler les avoirs personnels secrets des dirigeants, voire de les confisquer. La corruption et les détournements ont donc joué un rôle important.

Par ailleurs, l'argent qui parvenait tout de même dans le pays emprunteur a été utilisé de manière bien ciblée.

Les crédits sont allés en priorité aux méga-projets énergétiques ou d'infrastructures (barrages, centrales thermiques, oléoducs, routes, voies ferrées...), très souvent inadaptés et mégalomaniaques, que l'on a surnommés « éléphants blancs ». Le but n'était pas d'améliorer la vie quotidienne des populations sur place, mais plutôt de parvenir à extraire les richesses naturelles du Sud et les transporter facilement vers le marché mondial. Par exemple, le barrage d'Inga au Zaïre a permis à partir de 1972 de tirer une ligne à haute tension sans précédent de 1.900 km vers le Katanga, province riche en minerais en vue de leur extraction. Mais cette ligne ne s'est pas accompagnée de l'installation de transformateurs pour fournir de l'électricité aux villages qu'elle survole... D'autres barrages souvent pharaoniques ont été possibles grâce aux financements du Nord : Kedung Ombo en Indonésie, Bhumibol et Pak Mun en Thaïlande, Haut-Krishna et Sardar Sardovar en Inde, Tarbeta au Pakistan, Ruzizi au Rwanda, Yaceryta sur la rivière entre l'Argentine et le Paraguay, Blabuina, Tucurui et Itaparica au Brésil...

Cette logique prévaut encore régulièrement, comme le prouve la construction très controversée du pipe-line Tchad-Cameroun, lancé au milieu des années 1990 et permettant d'amener le pétrole de la région de Doba (Tchad, enclavé) au terminal maritime de Kribi (Cameroun), à 1.000 km de là. Sa mise en place se fait au plus grand mépris des intérêts des populations. Par exemple, à l'origine, pour indemniser les populations des dommages causés par ce projet cofinancé par la Banque mondiale et associant Shell, Exxon et Elf, les responsables ont proposé 25 FCFA (environ 3,7 cents de dollar) par mètre carré d'arachide détruit, 5 FCFA (0,7 cent de dollar) par mètre carré de mil perdu, ou encore 3000 FCFA (4,5 dollars) par pied de manguiers détruit, alors que selon le député tchadien Ngarléjy Yorongar, la première production de cet arbre peut à elle seule donner 1000 mangues dont chacune peut se négocier environ 1 FF (0,15 dollar)...

Autre exemple, la Chine a initié en 1994 la construction du barrage pharaonique des Trois-Gorges, dont le lac de rétention fait plus de 600 km de long, soit les deux tiers de la France ! Ce barrage va entraîner le déplacement de deux millions de personnes et bouleversera irrémédiablement l'écosystème local. Les atteintes aux droits de l'homme et à l'environnement ne remettent nullement en cause la présence sur place de multinationales du Nord comme Alstom...

L'achat d'armes ou de matériel militaire pour opprimer les peuples a aussi compté dans la montée de l'endettement. Nombre de dictatures ont maintenu leur emprise sur les populations en achetant à crédit des armes, avec la complicité active ou passive des créanciers. Les populations d'aujourd'hui remboursent donc une dette qui a permis d'acheter les armes responsables de la disparition des leurs, que l'on pense aux 30.000 disparus en Argentine sous la dictature (1976-1983), aux victimes du régime d'apartheid en Afrique du Sud (1948-1994) ou du génocide au Rwanda (1994). L'argent emprunté servait aussi à alimenter les caisses noires des régimes en place, pour compromettre les partis d'opposition et financer des campagnes électorales coûteuses et des politiques clientélistes.

Les prêts vont aussi en priorité à l'aide liée. L'argent sert alors à acheter des produits fabriqués par les entreprises du pays créancier, contribuant à redresser sa balance commerciale [voir *lexique*]. Les besoins réels des populations des PED passent au second plan.

Infrastructures imposées par les multinationales du Nord, aide liée, achat d'armes pour une répression massive, détournements et corruption, voilà à quoi ont servi les sommes empruntées pendant des décennies. Aujourd'hui, les populations se saignent aux quatre veines pour rembourser une dette dont elles n'ont pas profité.

« *Quels sont les banquiers qui ont sourcillé quand ils ont vu que tel prêt destiné à une société d'État mexicaine ou philippine était en fait versé directement à Boston ou à Genève sur le compte de tel haut fonctionnaire ?* »

Philippe Norel et Éric Saint-Alary, L'endettement du Tiers-Monde, 1988

Chapitre 3 : La crise de la dette

Q8 : Comment expliquer la crise de la dette ?

Après la seconde guerre mondiale, les amorces de développement du Tiers-Monde n'étaient pas complètement subordonnées à des procédures de financement contrôlées par les banques et les institutions internationales. La majeure partie des flux de capitaux allant du Nord vers le Sud était, dans les années 1950 et 1960, d'origine publique. La subordination du Tiers-Monde à l'époque passait essentiellement par un colonialisme classique encore non aboli ou par une non-maîtrise de l'exploitation et du prix des matières premières dans lesquelles la production de ces pays destinée à l'exportation était spécialisée. Les deux principales manifestations de cette subordination étaient alors l'échange inégal et la dégradation des termes de l'échange. Ces deux problèmes subsistent encore aujourd'hui, mais ils sont aggravés par l'engrenage de la dette.

Tout va changer en effet à partir des années 1970 sous la conjonction de trois facteurs concomitants.

Le premier est la crise du capitalisme qui éclate à ce moment-là et qui se traduit par une baisse de la rentabilité du capital (c'est-à-dire des opportunités de profit), par un effondrement en 1971 du système monétaire international fondé en 1944 et la chute du dollar déjà miné à cause de l'accumulation de dollars dans le monde [voir Q5], et par le quadruplement du prix de pétrole en 1973. Les grandes banques occidentales vont se trouver à la tête de dollars accumulés depuis plusieurs années à cause du déficit de la balance des paiements [voir lexique] américaine et soudainement accrus après le premier choc pétrolier. Elles vont donc, à un moment où la croissance des pays industrialisés donne des signes de fatigue, être prises d'une frénésie pour octroyer des prêts faciles aux pays du Tiers-Monde et inciter ceux-ci à y avoir recours. Les taux d'intérêt réels sont très bas à cause d'une inflation forte.

Le deuxième facteur se situe dans la crise spécifiquement américaine. A la fin de l'année 1979, pour sortir de la crise qui les frappe, lutter contre une inflation importante et réaffirmer leur leadership mondial après les échecs cuisants au Vietnam en 1975, en Iran et au Nicaragua en 1979, les États-Unis amorcent un virage ultralibéral, qui sera poursuivi après l'élection de Ronald Reagan à la présidence. Depuis quelques mois déjà, le Royaume-Uni, sous la férule du gouvernement de Margaret Thatcher, a initié le tournant néolibéral dur. Paul Volcker, le directeur de la Réserve fédérale des États-Unis, décide une forte augmentation des taux d'intérêt américains. Cela signifie pour celui qui possède des capitaux qu'il devient soudain très intéressant de les placer aux États-Unis car il en tirera un meilleur bénéfice. C'est bien là le but de Volcker : attirer les capitaux pour faire baisser l'inflation et relancer la machine économique américaine (notamment par un grand programme militaro-industriel). Les investisseurs de toute la planète s'y précipitent. Partout dans le monde, de par l'influence américaine, les taux suivent la même courbe. Les conséquences vont être terribles.

Les taux d'intérêt des prêts bancaires accordés aux États du Sud étaient certes faibles, mais variables et liés aux taux nord-américains et anglais (en fait indexés sur le Prime Rate et le Libor, deux taux déterminés à New York et Londres). De l'ordre de 4-5 % dans les années 1970, ils passent à 16-18 %, voire davantage au plus fort de la crise, car la prime de risque [voir lexique] devient énorme. Ainsi, du jour au lendemain, les pays du Sud doivent rembourser trois fois plus. Les règles ont été modifiées de façon unilatérale : le « piège » se referme sur les pays endettés.

De surcroît, les pays du Sud sont confrontés à un troisième changement brutal : la baisse des cours des matières premières et des produits agricoles qu'ils exportent. La grande majorité des prêts a été contractée dans des monnaies fortes comme le dollar. Au cours des années 1970, les pays débiteurs doivent donc se procurer de plus en plus de devises pour rembourser leurs créanciers. Conditionnés pour poursuivre les paiements coûte que coûte, ils n'ont alors qu'un seul recours : produire davantage pour exporter. Ce faisant, ils mettent sur le marché en même temps de plus en plus de matières premières (café, cacao, thé, coton, sucre, arachide, minerais, pétrole, etc.) alors qu'au Nord, la demande n'a pas augmenté. Cela entraîne une sévère chute des cours, comme on peut le constater sur le tableau suivant :

Prix de certains biens primaires entre 1980 et 2001

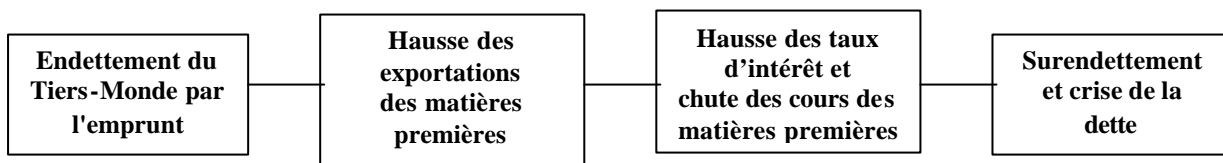
Produit	Unité	1980	1990	2001
---------	-------	------	------	------

Café (robusta)	cents / kg	411,7	118,2	63,3
Cacao	cents / kg	330,5	126,7	111,4
Huile d'arachide	\$ / tonne	1090,1	963,7	709,2
Huile de palme	\$ / tonne	740,9	289,9	297,8
Soja	\$ / tonne	376	246,8	204,2
Riz (Thaï)	\$ / tonne	521,4	270,9	180,2
Sucre	cents / kg	80,17	27,67	19,9
Coton	cents / kg	261,7	181,9	110,3
Cuivre	\$ / tonne	2770	2661	1645
Plomb	cents / kg	115	81,1	49,6

Prix en \$ constants de 1990. Source : Banque mondiale, *Global Development Finance 2002*.

Le Sud doit donc rembourser davantage en disposant de revenus moindres : il se retrouve alors pris dans l'étau de la dette, incapable de faire face aux échéances de remboursement. Il doit s'endetter de nouveau pour rembourser, mais cette fois-ci au prix fort. La situation se détériore très rapidement.

Ce qui s'est réellement passé



En août 1982, le Mexique est le premier pays à annoncer qu'il n'est plus en mesure de rembourser. D'autres pays très endettés, comme l'Argentine et le Brésil, vont suivre. C'est la crise de la dette, qui va ébranler tous les pays du Sud l'un après l'autre. Les pays de l'Est européen ne sont pas épargnés, en particulier la Pologne et un peu plus tard la Yougoslavie et la Roumanie.

Cette crise de la dette résonne comme un coup de tonnerre dans le monde politique et économique. Les institutions internationales, censées réguler le système et prévenir les crises, n'ont rien vu venir. Quelques mois plus tôt, la Banque mondiale ne se doutait pas de l'issue qui se profilait :

« Il sera plus difficile pour les pays en développement de gérer leur dette, mais [les tendances] n'annoncent pas de problème généralisé. »
Banque mondiale, Rapport sur le développement dans le monde 1981

En somme, la crise de la dette a été provoquée par deux phénomènes qui se sont succédé rapidement :

- la croissance très importante des sommes à rembourser, due à la hausse brutale des taux d'intérêt décidée à Washington ;
- la baisse très importante des cours des produits exportés par les pays endettés sur le marché mondial et avec lesquels ils remboursent leurs emprunts, à laquelle s'ajoute l'arrêt des prêts bancaires.

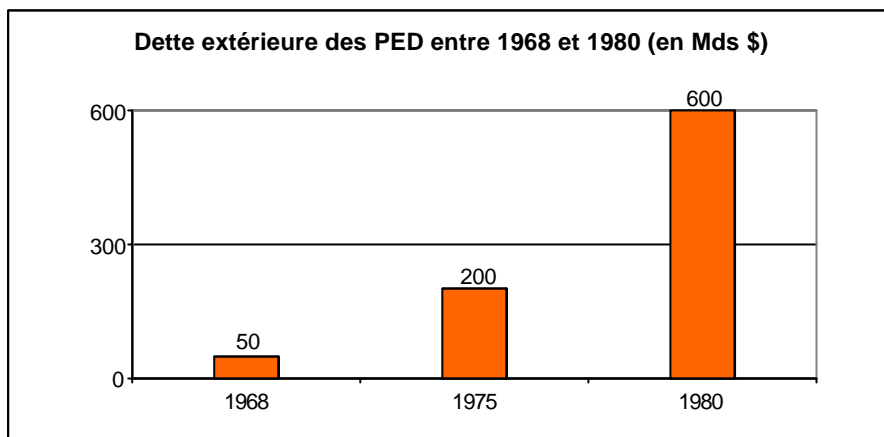
Tous les pays endettés d'Amérique latine et d'Afrique (et un peu plus tard d'Asie), quel que soit le gouvernement, quel que soit le degré de corruption et de démocratie, ont été confrontés à la crise de la dette.

Il est capital de discerner les responsabilités fondamentales : elles se trouvent du côté des pays les plus industrialisés (en particulier le gouvernement des États-Unis et les banquiers du Nord). La corruption, la mégalomanie et le manque de démocratie au Sud ont constitué bien sûr des facteurs *aggravants* mais ce ne sont pas eux qui ont *déclenché* la crise.

« La crise de la dette latino-américaine dans les années quatre-vingt a été provoquée par l'énorme augmentation des taux d'intérêt qu'a entraînée la politique monétaire restrictive du président de la Federal Reserve, Paul Volcker, aux États-Unis. »
Joseph Stiglitz, La grande désillusion

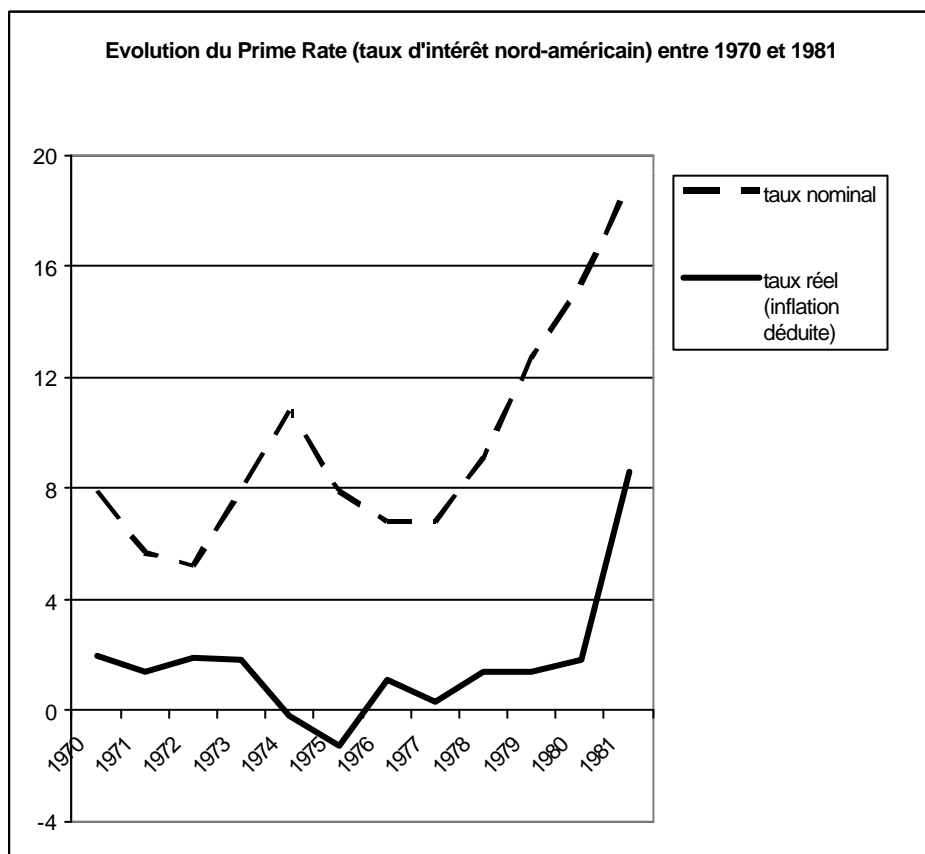
Q9 : Comment la dette extérieure des PED a-t-elle évolué depuis trente ans ?

Rappelons d'abord que la dette a été multipliée par 12 entre 1968 et 1980.



Source : Banque mondiale, World Development Indicators 2001

Pendant cette période, les dépenses que représentait le remboursement de cette dette étaient soutenables dans la mesure où les taux d'intérêt réels étaient fort bas et où les revenus d'exportation étaient élevés. La situation a changé dramatiquement en 1980-1981 suite à la très forte augmentation des taux d'intérêt imposée au monde par le gouvernement des États-Unis et les autorités britanniques, et suite au retournement du cours des matières premières.



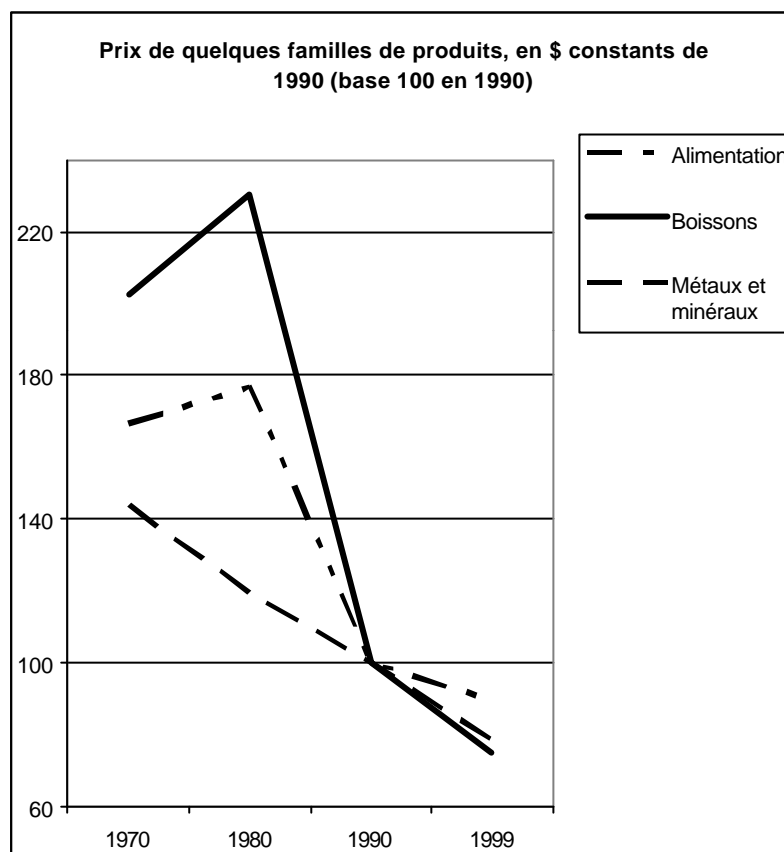
Source : Éric Toussaint, La Bourse ou la Vie

Les chiffres sont éloquentes :

Année	Taux nominal	Taux réel (inflation déduite)
1970	8	2
1971	6	1
1972	5	1
1973	6	1
1974	10	0
1975	8	-1
1976	7	1
1977	7	0
1978	8	1
1979	12	1
1980	16	1
1981	18	8

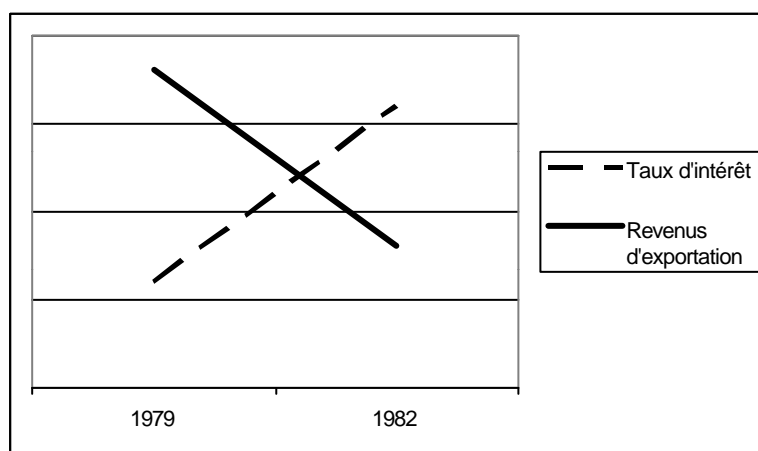
1970	7,9 %	2,0 %
1975	7,9 %	-1,3 %
1979	12,7 %	1,4 %
1980	15,3 %	1,8 %
1981	18,9 %	8,6 %

Les montants à rembourser sont beaucoup plus importants (à cause des taux d'intérêt très élevés) tandis que les revenus d'exportation sont en baisse, suite à la baisse brutale du prix des matières premières et des produits agricoles de base.

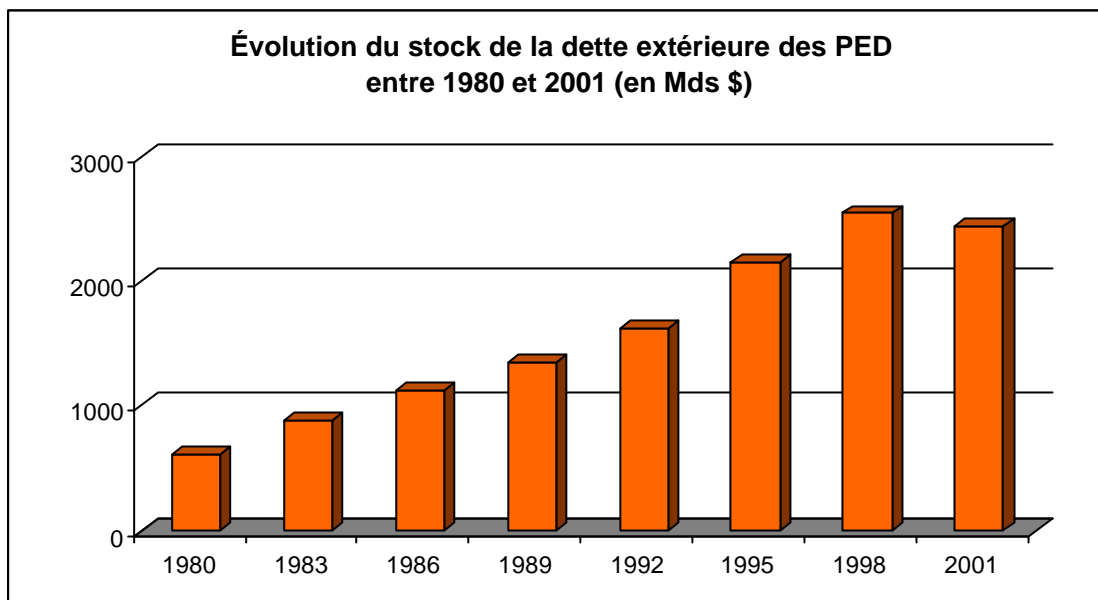


Source : Banque mondiale, *Global Development Finance 2002*.

On peut résumer l'action conjuguée de ces deux phénomènes par un schéma très simple, celui d'une paire de ciseaux qui cisaille à la base tout espoir de développement...



Depuis 1980, la dette extérieure des PED a poursuivi son ascension : 600 milliards de dollars en 1980, 1450 milliards de dollars en 1990, 2150 milliards en 1995, et 2450 milliards de dollars environ en 2001. Son évolution est visible ci-dessous :



Source : Banque mondiale, *World Development Indicators 2001* et *Global Development Finance 2002*

La légère décreue observable entre 1998 et 2001 s'explique de deux manières : d'une part, la variation des taux de change entre monnaies, autrement dit la variation du dollar qui est l'unité de compte adoptée ; d'autre part, la conséquence de la crise asiatique en 1997, qui s'est étendue en Russie et au Brésil. Les prêts bancaires et les émissions de titres de la dette ont très fortement baissé tandis que les pays endettés effectuaient d'énormes remboursements, ce qui a provoqué un léger recul du stock de leur dette [voir *lexique*]. Rien ne permet d'affirmer que la dette amorce un repli, loin de là. Elle se maintient à un niveau insoutenable. Elle étouffe les PED et contraint la majorité de leurs habitants à la misère.

« De quel développement parlons-nous ? Parlons-nous du modèle de développement néolibéral qui fait que dix-sept personnes meurent de faim chaque minute ? Est-ce soutenable ou insoutenable ? Le néolibéralisme est coupable des désastres de notre monde. Nous n'éteignons pas l'incendie et nous laissons les pyromanes tranquilles. »

*Hugo Chavez, président du Venezuela, Sommet mondial du développement durable
cité par le Monde, 4 septembre 2002.*

Q10 : Comment les créanciers se sont-ils organisés face à la crise de la dette ?

Quand a éclaté en 1982 la crise de la dette au Mexique puis dans d'autres pays d'Amérique latine, les créanciers se sont rendus compte de l'impasse dans laquelle ils se trouvaient et le système financier mondial a vacillé. Les nombreux prêts consentis par les banques du Nord les mettaient en danger. A titre d'exemple, en 1982, les créances sur le Brésil, l'Argentine, le Venezuela et le Chili représentaient 141 % des fonds propres [voir *lexique*] de la Morgan Guaranty, 154 % de ceux de la Chase Manhattan Bank, 158 % de ceux de la Bank of America, 170 % de ceux de la Chemical Bank, 175 % de ceux de la Citibank et 263 % de ceux de la Manufacturers Hanover. La situation était critique pour les banquiers.

Les prêteurs se sont faits rares pour un Mexique en mal de ressources et pour les États qui le rejoignirent dans cette situation. C'est là que le FMI est intervenu, par décision des gouvernements des pays les plus riches : il a prêté pour permettre aux pays en crise de faire face aux remboursements. Pour permettre un accès continu des pays endettés aux capitaux mondiaux, il a donc été chargé de mettre sur pied des prêts dits de sauvetage (« bail out »). Il a octroyé un prêt à un pays en difficulté de paiement à condition que celui-ci utilise cet argent pour rembourser les banques et les autres créanciers privés. De cette manière, le FMI a sauvé la mise aux prêteurs privés des pays industrialisés [voir *Q11*]. Ensuite, il a exigé d'être remboursé avec intérêt. Sa politique a été guidée par l'exaltation aveugle du marché, que rien ne doit entraver, pas même les cris de ceux qui ont faim. L'étau de la dette était prêt à broyer des millions d'individus.

Très vite, les pays riches, emmenés par les États-Unis, ont pris également une série d'initiatives pour empêcher la création d'un front des pays endettés, la pire de leurs craintes. En préalable à toute discussion, ils ont imposé que les négociations avec les pays endettés se fassent au cas par cas, pour isoler chaque pays débiteur et rester en position de force.

Du côté des créanciers, c'était l'union sacrée.

- À la Banque mondiale et au FMI, règne un système où les droits de vote sont proportionnels à la quote-part financière apportée par chaque pays (ce qui revient à 1\$=1 voix), les pays riches y ont donc une majorité confortable pour imposer leurs vues [voir *Q12 et Q13*].
- Les États créanciers sont également regroupés au sein du Club de Paris pour rééchelonner [voir *lexique*] la part bilatérale de la dette extérieure des États ayant des difficultés de paiement.
- Les banques des pays les plus industrialisés se réunissent au sein du Club de Londres travaillant de la même manière pour ce qui concerne la part privée de la dette souveraine des États.

Un rapport de forces disproportionné s'est donc mis en place dès le début de la crise de la dette. Le FMI, la Banque mondiale, le Club de Paris et le Club de Londres sont chargés depuis plus de vingt ans de le perpétuer en faveur des pays riches.

« *Donnez-moi le contrôle sur la monnaie d'une nation, et je n'aurai pas à me soucier de ceux qui font ses lois.* »

Meyer Amschel Rothschild, banquier allemand (1743-1812)

Lexique

Aide publique au développement (APD)

On appelle aide publique au développement les dons ou les prêts consentis à des conditions financières privilégiées accordés par des organismes publics de pays industrialisés. Il suffit donc qu'un prêt soit consenti à un taux inférieur à celui du marché (prêt concessionnel) pour qu'il soit considéré comme une aide, même s'il est ensuite remboursé jusqu'au dernier centime par le pays bénéficiaire. Les prêts bilatéraux liés (qui obligent le pays bénéficiaire à acheter des produits ou des services au pays prêteur) et les annulations de dette font aussi partie de l'APD. Outre l'aide alimentaire, on peut distinguer trois grands types d'utilisation des fonds ainsi dégagés : le développement rural, les infrastructures, l'aide hors projet (financement des déficits budgétaires ou de la balance des paiements). C'est ce dernier poste qui augmente le plus. Cette aide est « conditionnée » par la réduction du déficit public, la privatisation, la bonne conduite écologique, l'attention aux plus pauvres, la démocratisation, etc. Toutes ces conditions sont définies par les principaux gouvernements du Nord et le couple Banque mondiale/FMI. Cette aide passe par trois canaux : l'aide multilatérale, l'aide bilatérale et les ONG.

Agence de crédit à l'exportation

Quand une entreprise privée du Nord obtient un marché dans un pays en développement, il existe un risque que des difficultés économiques ou politiques empêchent le paiement de la facture. Pour se prémunir, elle peut s'assurer auprès d'une agence de crédit à l'exportation, comme la COFACE en France ou le Dueroire en Belgique. En cas de problème, cette agence paie à la place du client défaillant, et l'entreprise du Nord est assurée de récupérer son dû.

Selon la déclaration de Djakarta pour la réforme des agences publiques de crédit aux exportations et d'assurance-crédit, ces agences « sont désormais la plus grande source de financement public dans le monde, elles soutenaient 8% des exportations mondiales en 1998, soit 391 milliards de dollars d'investissements principalement pour des grands contrats civils et militaires dans les pays en voie de développement. C'est bien plus que la moyenne annuelle d'aide publique au développement (...) qui avoisine 50 milliards de dollars. L'encours des agences de crédit aux exportations représente 24% de la dette des pays en développement et 56% des créances publiques détenues sur ces pays. »

L'une des principales critiques formulées à leur encontre est qu'elles sont peu regardantes sur la nature des contrats assurés (armement, mégaprojets d'infrastructure et d'énergie comme le gigantesque barrage des Trois-Gorges en Chine) ni sur leurs conséquences sociales et environnementales, apportant bien souvent leur soutien à des régimes répressifs et corrompus (comme Total en Birmanie), et soutenant implicitement des violations des droits humains fondamentaux.

Ajustement structurel

Politique économique imposée par le FMI en contrepartie de l'octroi de nouveaux prêts ou de l'échelonnement d'anciens prêts. Voir Q15 et Q16.

Aléa moral ou risque moral

En anglais, *moral hazard*.

Argument fréquemment utilisé par les adversaires de l'annulation de la dette. Il s'appuie sur la théorie libérale qui donne la situation mettant en présence un emprunteur et un prêteur comme un cas d'asymétrie d'information. En l'occurrence, l'emprunteur sait seul s'il compte réellement rembourser son créancier. Annuler la dette aujourd'hui ferait donc courir le risque de répandre à l'avenir cette facilité accordée aux débiteurs et, par conséquent, d'accroître les réticences des prêteurs à engager leur capital qui n'auraient d'autre solution que d'exiger un taux d'intérêt augmenté d'une prime de risque croissante. On le voit, la « morale » est placée exclusivement du côté des prêteurs et l'« amoralité » placée du côté des emprunteurs suspectés *a priori* de malveillance. Or, il est facile de montrer que cet aléa moral est un produit direct de la liberté totale accordée aux capitaux de circuler : il est proportionnel à l'ouverture des marchés financiers puisque celle-ci multiplie les potentialités de contrats marchands censés apporter le bonheur à l'humanité mais qui apportent bien plus assurément leur lot de contrats risqués. Donc, les financiers voudraient voir multiplier à l'infini leurs possibilités de gagner de l'argent sans risque

dans une société dont on nous dit qu'elle est et qu'elle doit être une société du risque... Belle contradiction.

Balance commerciale

La balance commerciale d'un pays mesure la différence entre ses ventes de marchandises (exportations) et ses achats (importations). Le résultat est le solde commercial (déficitaire ou excédentaire).

Balance des paiements

La balance des paiements courants d'un pays est le résultat de ses transactions commerciales (c'est-à-dire des biens et services importés et exportés) et de ses échanges de revenus financiers avec l'étranger. En clair, la balance des paiements mesure la position financière d'un pays par rapport au reste du monde. Un pays disposant d'un excédent de ses paiements courants est un pays prêteur vis-à-vis du reste du monde. Inversement, si la balance d'un pays est déficitaire, ce pays devra se tourner vers les prêteurs internationaux afin d'emprunter pour ses besoins de financement.

Banque centrale

La banque centrale d'un pays gère la politique monétaire et détient le monopole de l'émission de la monnaie nationale. C'est auprès d'elle que les banques commerciales sont contraintes de s'approvisionner en monnaie, selon un prix d'approvisionnement déterminé par les taux directeurs de la banque centrale.

Banque mondiale

Voir Q13. Site web : www.worldbank.org.

Club de Londres

Ce Club réunit les banques privées qui détiennent des créances sur les États et les entreprises des PED. Dans les années 1970, les banques de dépôt étaient devenues la principale source de crédit des pays en difficulté. Dès la fin de la décennie, ces dernières allouaient déjà plus de 50 % du total des crédits accordés, tous prêteurs confondus. Lorsque la crise de la dette éclate en 1982, le Club de Londres se tourna vers le FMI pour trouver un soutien. Aujourd'hui ces groupes de banques de dépôt se rencontrent pour coordonner le rééchelonnement de la dette des pays emprunteurs. On qualifie plus précisément ces groupes de commissions consultatives. Ces rencontres (à la différence du Club de Paris qui se réunit toujours à Paris) ont lieu à New York, Londres, Paris, Francfort ou ailleurs selon les préférences du pays et des banques. Les commissions consultatives, formées dans les années 1980, ont toujours conseillé aux pays débiteurs d'adopter immédiatement une politique de stabilisation et de demander le soutien du FMI, avant de solliciter un rééchelonnement ou de l'argent frais auprès des banques de dépôt. Il est exceptionnel que les commissions consultatives donnent suite à un projet sans l'aval du FMI. Elles ne le font que si elles sont convaincues que le pays mène une politique adéquate.

Club de Paris

Il s'agit du groupe d'États créanciers créé en 1956 et spécialisés dans le traitement des défauts de paiement des PED (voir Q17).

Site web : www.Clubdeparis.org.

Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED)

Elle a été créée en 1964, sous la pression des pays en voie de développement pour faire contrepoids au GATT (prédécesseur de l'OMC).

Site web : www.unctad.org

Dévaluation

Modification à la baisse du taux de change d'une monnaie par rapport aux autres.

Document de stratégie de réduction de la pauvreté (DSRP)

En anglais, *Poverty Reduction Strategy Paper* (PRSP).

Mis en œuvre par la Banque mondiale et le FMI à partir de 1999, le DSRP, officiellement destiné à combattre la pauvreté, est en fait la poursuite et l'approfondissement de la politique d'ajustement structurel en cherchant à obtenir une légitimation de celle-ci par l'assentiment des acteurs sociaux. Parfois appelés Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté (CSLP).

Fonds de pension

Un fonds de pension collecte une part du salaire mensuel de ses clients et spéculé sur les marchés financiers pour faire fructifier ce capital collecté. Le but est double : primo, assurer à ses clients une retraite à la fin de leur carrière ; secundo, dégager des bénéfices supplémentaires pour leur propre compte. Ces deux objectifs sont aléatoires et à de nombreuses reprises, des salariés se sont retrouvés sans économies ni retraite à la suite de faillites retentissantes, comme l'empire de Robert Maxwell au Royaume-Uni. Ce système de retraite par capitalisation est généralisé dans les pays anglo-saxons. En 2002, certains pays d'Europe continentale comme la France conservaient un système de retraite par répartition, basé sur la solidarité entre les générations.

Fonds propres

Fonds possédés qui ne proviennent pas de l'endettement, notamment le capital social et les réserves.

FMI

Voir Q12. Site : www.imf.org.

G8

Groupe réunissant les pays les plus puissants de la planète : Allemagne, Canada, États-Unis, France, Grande-Bretagne, Italie, Japon, ainsi que la Russie à part entière depuis juin 2002. Leurs chefs d'État se réunissent chaque année, généralement en juin ou juillet.

Indicateur de développement humain (IDH)

Outil de mesure, utilisé par les Nations unies pour estimer le degré de développement d'un pays, et prenant en compte le revenu par habitant, le degré d'éducation et l'espérance de vie moyenne de sa population.

Indicateur de pauvreté humaine (IPH)

Depuis 1997, le Rapport du PNUD tente de mesurer la misère dans le Tiers-Monde, à travers un indicateur de la pauvreté humaine qui prend en considération d'autres critères que les revenus monétaires. Ces critères sont les suivants :

- la probabilité à la naissance de ne pas atteindre l'âge de 40 ans;
- le pourcentage d'adultes analphabètes;
- les services procurés par l'économie dans son ensemble. Pour déterminer la qualité de ceux-ci, deux éléments sont pris en compte : le pourcentage d'individus n'ayant pas accès à des points d'eau aménagés et le pourcentage d'enfants de moins de cinq ans souffrant d'insuffisance pondérale.

Malgré une pauvreté monétaire certaine, des pays arrivent à atténuer l'impact de la pauvreté par l'accès aux services qu'ils rendent à la population. En tête des pays considérés se trouvaient en 2002, l'Uruguay, le Costa Rica, le Chili et Cuba. Ces pays étaient parvenus à réduire la pauvreté humaine jusqu'à un IPH inférieur à 5 %.

Inflation

Hausse cumulative de l'ensemble des prix (par exemple, une hausse du prix du pétrole, entraînant à terme un réajustement des salaires à la hausse, puis la hausse d'autres prix, etc.). L'inflation implique une perte de valeur de l'argent puisqu'au fil du temps, il faut un montant supérieur pour se procurer une marchandise donnée. Les politiques néolibérales cherchent en priorité à combattre l'inflation pour cette raison.

Intrants

Éléments entrant dans la production d'un bien. En agriculture, les engrais, pesticides, herbicides sont des intrants destinés à améliorer la production. Pour se procurer les devises nécessaires au remboursement de la dette, les meilleurs intrants sont réservés aux cultures d'exportation, au détriment des cultures vivrières essentielles pour les populations.

Monoculture

Culture d'un seul produit. De nombreux pays du Sud ont été amenés à se spécialiser dans la culture d'une denrée destinée à l'exportation (coton, café, cacao, arachide, tabac, etc.) pour se procurer les devises permettant le remboursement de la dette.

Mutual fund

Fonds d'investissement collectif aux États-Unis, équivalent des Sicav.

Organisation de coopération et de développements économiques (OCDE)

Créée en 1960 et basée au Château de la Muette à Paris, l'OCDE regroupe les quinze membres de l'Union européenne auxquels s'ajoutent la Suisse, la Norvège, l'Islande ; en Amérique du Nord, les États-Unis et le Canada ; en Asie-Pacifique, le Japon, l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Entre 1994 et 1996, trois pays du Tiers-Monde ont fait leur entrée : la Turquie, candidate à entrer également dans l'Union européenne ; le Mexique qui forme l'ALENA avec ses deux voisins du Nord ; la Corée du Sud. Depuis 1995, se sont ajoutés trois pays de l'ex-bloc soviétique : la République tchèque, la Pologne et la Hongrie. En 2000, la République slovaque est devenue le trentième membre.

Liste des pays membres de l'OCDE par ordre alphabétique : Allemagne, Australie, Autriche, Belgique, Canada, Corée du Sud, Danemark, Espagne, États-Unis, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Islande, Italie, Japon, Luxembourg, Mexique, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République slovaque, République tchèque, Royaume-Uni, Suède, Suisse, Turquie.

Site web : www.oecd.org.

Organisation mondiale du Commerce (OMC)

Créée le 1^{er} janvier 1995 en remplacement du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce). La grande innovation est que l'OMC possède le statut d'organisation internationale. Son rôle est d'assurer qu'aucun de ses membres ne se livre à un quelconque protectionnisme, afin d'accélérer la libéralisation mondiale des échanges commerciaux et favorise les stratégies des multinationales. Elle est dotée d'un tribunal international (l'Organe de règlement des différends) jugeant les éventuelles violations de son texte fondateur de Marrakech.

Site web : www.wto.org

Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP)

En anglais, *OPEC : Organization of the Petroleum Exporting Countries*.

L'OPEP regroupe 11 PED producteurs de pétrole : Algérie, Arabie saoudite, Émirats arabes unis, Indonésie, Irak, Iran, Koweït, Libye, Nigeria, Qatar, Venezuela. Ces 11 pays représentent 41 % de la production de pétrole dans le monde et possèdent plus de 75 % des réserves connues. Créée en septembre 1960 et basée à Vienne (Autriche), l'OPEP est chargée de coordonner et d'unifier les politiques pétrolières de ses membres, dans le but de leur garantir des revenus stables. À cette fin, la production obéit en principe à un système de quota. Chaque pays, représenté par son ministre de l'Énergie et du Pétrole, se charge à tour de rôle de la gestion de l'organisation. Le 1^{er} juillet 2002, le Vénézuélien Alvaro Silva-Calderón est devenu le secrétaire général de l'OPEP.

Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN)

Elle assure aux Européens la protection militaire des États-Unis en cas d'agression, mais elle offre surtout aux États-Unis la suprématie sur le bloc occidental. Les pays d'Europe occidentale ont accepté d'intégrer leurs forces armées à un système de défense placé sous commandement américain, reconnaissant de ce fait la prépondérance des États-Unis. Fondée en 1949 à Washington et passée au second plan depuis la fin de la guerre froide, l'OTAN comprenait 19 membres en 2002 : la Belgique, le Canada, le Danemark, les États-Unis, la France, la Grande-Bretagne, l'Islande, l'Italie, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas, le Portugal, auxquels se sont ajoutés la Grèce et la Turquie en 1952, la République fédérale d'Allemagne en 1955 (remplacée par l'Allemagne unifiée en 1990), l'Espagne en 1982, la Hongrie, la Pologne et la République tchèque en 1999.

Organisme génétiquement modifié (OGM)

Organisme vivant (végétal ou animal) sur lequel on a procédé à une manipulation génétique afin de modifier ses qualités, en général afin de le rendre résistant à un herbicide ou un pesticide. En 2000, les OGM couvraient plus de 40 millions d'hectares, concernant pour les trois-quarts le soja et le maïs. Les principaux pays producteurs étaient les USA, l'Argentine et le Canada. Les plantes génétiquement modifiées sont en général produites intensivement pour l'alimentation du bétail des pays riches. Leur existence pose trois problèmes.

- Problème sanitaire. Outre la présence de nouveaux gènes dont les effets ne sont pas toujours connus, la résistance à un herbicide implique que le producteur va multiplier son utilisation. Les produits OGM (notamment le soja américain) se retrouvent gorgés d'herbicide dont on ignore

les effets sur la santé humaine. De plus, pour incorporer le gène nouveau, on l'associe à un gène de résistance à un antibiotique, on bombarde des cellules saines et on cultive le tout dans une solution en présence de cet antibiotique pour ne conserver que les cellules effectivement modifiées.

- Problème juridique. Les OGM sont développés à l'initiative des seules transnationales de l'agrochimie comme Monsanto, pour toucher les royalties sur les brevets associés. Elles procèdent par coups de boutoir pour enfoncer une législation lacunaire devant ces objets nouveaux. Les agriculteurs deviennent alors dépendants de ces firmes. Les Etats se défendent comme ils peuvent, bien souvent complices, et ils sont fort démunis quand on découvre une présence malencontreuse d'OGM dans des semences que l'on croyait saines : destruction de colza transgénique dans le nord de la France en mai 2000 (Advanta Seeds), non destruction de maïs transgénique sur 2600 ha en Lot et Garonne en juin 2000 (Golden Harvest), retrait de la distribution de galettes de maïs Taco Bell aux USA en octobre 2000 (Aventis). En outre, lors du vote par le parlement européen de la recommandation du 12/4/2000, l'amendement définissant la responsabilité des producteurs a été rejeté.

- Problème alimentaire. Les OGM sont inutiles au Nord où il y a surproduction et où il faudrait bien mieux promouvoir une agriculture paysanne et saine, inutiles au Sud qui ne pourra pas se payer ces semences chères et les pesticides qui vont avec, ou alors cela déséquilibrera toute la production traditionnelle. Il est clair selon la FAO que la faim dans le monde ne résulte pas d'une production insuffisante.

Pacte de Varsovie

Pacte militaire entre pays de l'ex-bloc soviétique (URSS, Albanie, Bulgarie, Hongrie, Pologne, République démocratique allemande, Roumanie, Tchécoslovaquie). Il fut signé à Varsovie en mai 1955, en réaction à l'intégration de la République fédérale d'Allemagne à l'OTAN. L'Albanie s'en est retirée en 1968 suite à l'intervention en Tchécoslovaquie. Suite à la dislocation de l'URSS, l'organisation militaire du pacte a été dissoute en avril 1991.

Pays Moins Avancés (PMA)

Notion définie par l'ONU en fonction des critères suivants : faible revenu par habitant, faiblesse des ressources humaines et économie peu diversifiée. La liste comprend actuellement 49 pays, le dernier pays admis étant le Sénégal, en juillet 2000. Elle n'en comptait que 25 il y a 30 ans.

PED

Pays en développement (voir Q1).

Plan Marshall

Programme de reconstruction économique proposé en 1947 par George C. Marshall, secrétaire d'État des États-Unis. Doté d'un budget de 12,5 milliards de dollars de l'époque (environ 80 milliards de dollars de 2002) sous forme de dons et de prêts à long terme, le plan Marshall permit à 16 pays (notamment la France, la Grande-Bretagne, l'Italie et les pays scandinaves) de profiter de fonds pour leur reconstruction après la seconde guerre mondiale.

Programme des Nations unies pour le développement (PNUD)

Créé en 1965 et basé à New York, le PNUD est le principal organe d'assistance technique de l'ONU. Il aide - sans restriction politique - les pays en développement à se doter de services administratifs et techniques de base, forme des cadres, cherche à répondre à certains besoins essentiels des populations, prend l'initiative de programmes de coopération régionale, et coordonne, en principe, les activités sur place de l'ensemble des programmes opérationnels des Nations unies. Le PNUD s'appuie généralement sur un savoir-faire et des techniques occidentales, mais parmi son contingent d'experts, un tiers est originaire du Tiers-Monde. Le PNUD publie annuellement un *Rapport sur le développement humain* qui classe notamment les pays selon l'Indicateur de développement humain (IDH). Voir Q2.

Site web : www.undp.org.

Pays pauvres très endettés (PPTE)

Voir Q25.

Prime de risque

Quand des emprunts sont accordés, les créanciers tiennent compte de la situation économique du débiteur pour fixer le taux d'intérêt. Un éventuel risque pour le débiteur de ne pas pouvoir honorer

ses remboursements entraîne une hausse des taux d'intérêt pratiqués à son encontre. De la sorte, le créancier perçoit des intérêts plus élevés, censés le dédommager du risque pris en accordant ce prêt. Aussi, le coût est-il bien supérieur pour le débiteur, ce qui accentue la pression financière sur lui. Par exemple, en 2002, l'Argentine doit faire face à des primes de risque supérieures à 4.000 points de base, ce qui signifie que si le taux d'intérêt du marché était de 5 %, l'Argentine devait emprunter à un taux de 45 %. Cela lui interdit de facto l'accès au crédit, l'enfonçant davantage dans la crise. Pour le Brésil en août 2002, cette prime de risque était d'environ 2.500 points.

Produit intérieur brut (PIB)

Le PIB traduit la richesse totale produite sur un territoire donné, estimée par la somme des valeurs ajoutées.

Produit national brut (PNB)

Le PNB traduit la richesse produite par une nation, par opposition à un territoire donné. Il comprend les revenus des citoyens de cette nation vivant à l'étranger.

Rééchelonnement de dette

Modification des termes d'une dette, par exemple en modifiant les échéances ou en reportant les paiements du principal et/ou des intérêts. Le but est en général de donner un peu d'oxygène à un pays en difficultés en allongeant la période des remboursements pour en diminuer le montant ou en accordant une période de grâce où les remboursements n'ont pas lieu.

Service de la dette

Somme des intérêts et de l'amortissement du capital emprunté.

Stock de la dette

Montant total des dettes.

Taux d'intérêt

Quand A prête de l'argent à B, B rembourse le montant prêté par A (le capital), mais aussi une somme supplémentaire appelée intérêt, afin que A ait intérêt à effectuer cette opération financière. Le taux d'intérêt plus ou moins élevé sert à déterminer l'importance des intérêts. Prenons un exemple très simple. Si A emprunte 100 millions de dollars sur 10 ans à un taux d'intérêt fixe de 5 %, il va rembourser la première année un dixième du capital emprunté initialement (10 millions de dollars) et 5 % du capital dû, soit 5 millions de dollars, donc en tout 15 millions de dollars. La seconde année, il rembourse encore un dixième du capital initial, mais les 5 % ne portent plus que sur 90 millions de dollars restants dus, soit 4,5 millions de dollars, donc en tout 14,5 millions de dollars. Et ainsi de suite jusqu'à la dixième année où il rembourse les derniers 10 millions de dollars, et 5 % de ces 10 millions de dollars restants, soit 0,5 millions de dollars, donc en tout 10,5 millions de dollars. Sur 10 ans, le remboursement total s'élèvera à 127,5 millions de dollars. En général, le remboursement du capital ne se fait pas en tranches égales. Les premières années, le remboursement porte surtout sur les intérêts, et la part du capital remboursé croît au fil des ans. Ainsi, en cas d'arrêt des remboursements, le capital restant dû est plus élevé..

Le taux d'intérêt nominal est le taux auquel l'emprunt est contracté. Le taux d'intérêt réel est le taux nominal diminué du taux d'inflation.

Taxe Tobin

Taxe sur les transactions de change (toutes les conversions de monnaie), proposée à l'origine en 1972 par l'économiste américain James Tobin pour stabiliser le système financier international. L'idée a été reprise par l'association ATTAC et par d'autres mouvements altermondialistes dont le CADTM, dans le but de diminuer la spéculation financière (de l'ordre de 1.200 milliards de dollars par jour en 2002) et de redistribuer le bénéfice de cette taxe aux plus démunis. Les spéculateurs internationaux qui passent leur temps à changer des dollars en yens, puis en euros, puis en dollars, etc., parce qu'ils estiment que telle monnaie va s'apprécier et telle autre se déprécier, devront payer une taxe minime, entre 0,1 % et 1 %, sur chaque transaction. Selon ATTAC, elle pourrait rapporter au moins 100 milliards de dollars à l'échelle mondiale. Qualifiée d'irréaliste par les classes dirigeantes pour justifier leur refus de la mettre en place, l'analyse méticuleuse de la finance mondialisée menée par ATTAC et d'autres a au contraire prouvé la simplicité et la pertinence de cette taxe.

Transfert net sur la dette

En anglais, *net transfers on debt*.

On appelle transfert net sur la dette la différence entre le service de la dette (remboursements annuels – intérêts plus principal – aux pays industrialisés) et les sommes reçues en dons et nouveaux prêts pendant la même période.

Ce transfert net est positif quand le pays ou le continent concerné reçoit plus que ce qu'il rembourse au titre de la dette. Il est négatif si les sommes remboursées sont supérieures aux sommes qui entrent dans le pays.

Vivrières (cultures)

Cultures destinées à l'alimentation des populations locales (mil, manioc, etc.), à l'opposé des cultures destinées à l'exportation (café, cacao, thé, arachide, sucre, etc.).